



# EN MODE CROISSANCE

**FAITES-EN PARTIE.**

## PRÉSENT À L'ÉCHELLE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Uni-Sélect distribue plus de **2 millions de pièces** de remplacement pour véhicules domestiques et importés, d'équipement, d'outils et d'accessoires en plus de **30 000 produits de peinture automobile et accessoires connexes**.

Un leader au Canada, **Uni-Sélect est le 5<sup>e</sup> distributeur de pièces** et le plus important distributeur indépendant de peinture en Amérique du Nord. Uni-Sélect dessert un vaste réseau de grossistes indépendants et de dizaines de milliers d'ateliers de réparation et de carrosserie. Nos programmes de bannières favorisent la croissance de plus de **1 200 grossistes indépendants** et de plus de **5 400 ateliers de réparation**.

Nos **5 500 employés** répartis dans **54 centres** de distribution et **412 magasins** corporatifs contribuent au succès quotidien de Uni-Sélect. Leur engagement permet d'offrir un service de qualité et des solutions de pointe à nos clients.

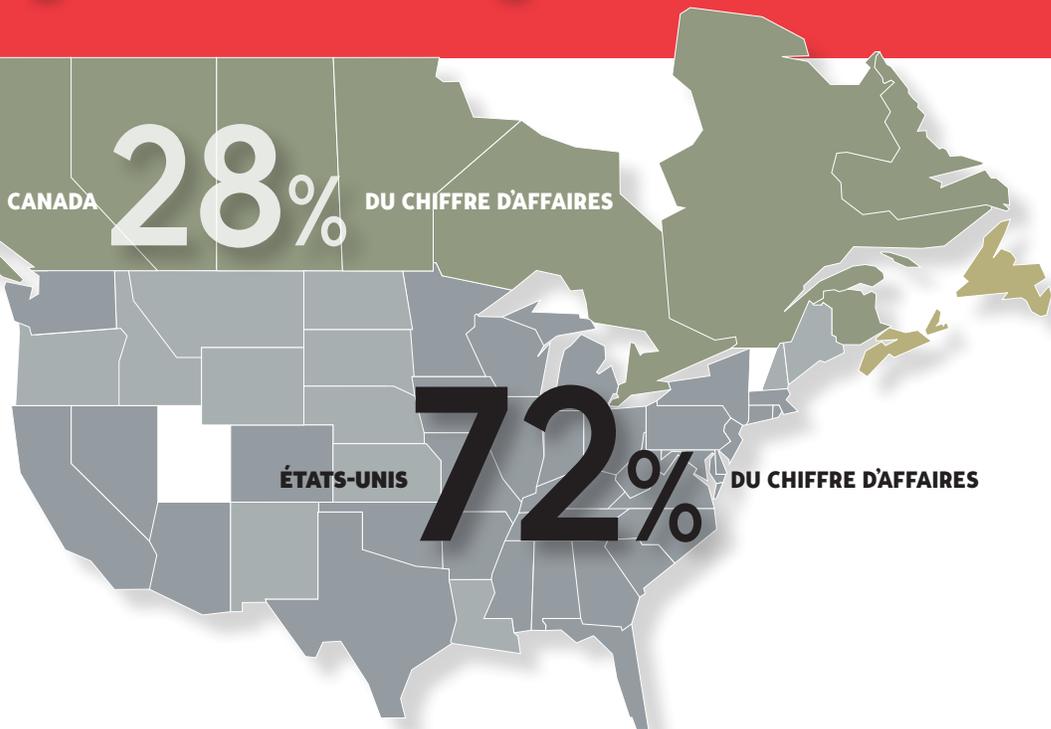
## Une société d'envergure. Faites-en partie !

### CANADA

- Centres de distribution et magasins corporatifs
- Grossistes indépendants

### ÉTATS-UNIS

- Centres de distribution et magasins corporatifs
- Grossistes indépendants



### Table des matières

Message aux actionnaires 2 • Rapport de gestion 16 • États financiers 49

\* Les marques de commerce et les marques déposées de Uni-Sélect sont identifiées dans ce rapport annuel par l'utilisation de caractères italiques.

## Faits saillants financiers

Exercices terminés les 31 décembre (en M de \$US, sauf montants par action et pourcentages)

	2013	2012 <sup>(3)</sup>	2011	2010 <sup>(3)</sup>	2009 <sup>(3) 4)</sup>
<b>Résultats d'exploitation</b>					
Ventes	1 788,1	1 797,6	1 780,6	1 285,4	1 236,6
BAlIA ajusté provenant d'activités poursuivies <sup>(1)(2)</sup>	101,2	94,8	105,8	80,6	83,9
BAlIA provenant d'activités poursuivies	92,4	87,0	101,1	75,1	77,3
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	35,2	18,5	3,3	–	–
Résultat ajusté provenant d'activités poursuivies <sup>(2)</sup>	50,7	45,9	57,8	48,5	41,9
Résultat provenant d'activités poursuivies	21,3	29,4	53,9	45,1	37,9
Résultat net	21,3	29,4	53,9	44,2	33,7
Flux de trésorerie disponibles	65,6	57,3	66,6	43,7	54,8
Rendement de l'avoir des actionnaires total	9,8 %	8,7 %	12,3 %	12,2 %	10,2 %
<b>Situation financière</b>					
Fonds de roulement	415,4	436,0	491,1	371,9	377,8
Actif total	1 205,9	1 202,7	1 239,2	805,5	741,1
Endettement total net	277,7	309,3	351,7	182,0	156,2
Avoir des actionnaires total	488,8	484,2	464,6	382,0	356,3
Ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires	51,9 %	58,0 %	68,9 %	46,8 %	50,0 %
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires	34,1 %	36,7 %	40,7 %	32,3 %	30,5 %
<b>Données par action ordinaire</b>					
Valeur comptable	22,99	22,47	21,47	19,38	18,07
Résultat de base ajusté provenant des activités poursuivies	2,37	2,12	2,67	2,46	2,13
Résultat de base provenant d'activités poursuivies	1,00	1,36	2,49	2,29	1,92
Résultat net de base	1,00	1,36	2,49	2,24	1,71
Dividende (\$CAN)	0,52	0,52	0,48	0,47	0,46
Nombre d'actions émises en fin d'exercice	21 263 669	21 551 170	21 636 767	19 707 637	19 716 357
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 411 277	21 623 300	21 645 664	19 716 731	19 709 642

(1) Le BAlIA représente le résultat avant les éléments suivants: charges financières, dépréciation et amortissement, frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, quote-part du résultat des entreprises comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, gain net sur la cession d'immobilisations corporelles, impôts sur le résultat et résultats attribuables aux participations sans contrôles. Pour plus de détail à cet effet, voir la section «Mesures financières autres que les IFRS».

(2) Le BAlIA, le résultat provenant d'activités poursuivies et le résultat net ont été ajustés des frais que le Société juge non caractéristiques et non représentatifs des opérations régulières. Ces frais sont exclus afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de détails à cet effet, voir les sections «Analyse des résultats consolidés» et «Mesures financières autres que les IFRS».)

(3) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 - «Coentreprises» et selon l'amendement à l'IAS 19 - «Avantages du personnel». Toutefois, l'obligation de redresser les États financiers portant seulement sur l'exercice antérieur, soit 2012 dans le cas présent, l'exercice 2011 et antérieurs n'ont pas été redressés. (Pour plus d'informations à cet effet, voir la note 4 aux États financiers consolidés.)

(4) Les résultats de 2009 n'ont pas été redressés selon les IFRS (l'obligation de redresser les états financiers portant seulement sur l'exercice comparatif antérieur, soit 2010 dans le cas présent). Toutefois, suite à l'analyse des résultats de 2010, les ajustements aux résultats reliés à la conversion aux IFRS devraient être négligeables, et par conséquent ne devraient pas induire le lecteur en erreur. (Voir la note 30 aux États financiers consolidés du 31 décembre 2011 pour plus de détails à cet effet.)



**Robert Chevrier**, président du Conseil  
et **Richard G. Roy**, président et chef  
de la direction.

QUAND  
STRATÉGIE  
ET ENGAGEMENT  
DONNENT  
DES RÉSULTATS

On se souviendra de l'année 2013 comme d'un tournant important dans le déploiement de la stratégie de croissance à long terme de Uni-Sélect. Malgré des conditions de marché plus exigeantes en début d'année et des défis liés à l'implantation du progiciel de gestion intégré, 2013 aura été marquée par un retour à une saine progression des activités de la Société des deux côtés de la frontière, traçant la voie à des perspectives de croissance prometteuses.

Au cours de l'exercice, les ventes ont atteint 1 788 millions de dollars comparativement à 1 798 millions de dollars en 2012. Le BAIIA ajusté a cru de 6.7% pour s'établir à 101 millions de dollars comparativement à 95 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Le résultat ajusté a totalisé 51 millions de dollars, comparativement à 46 millions de dollars en 2012, une croissance de 10.4%.

Au cours des derniers trimestres, notre équipe a su renouer avec une croissance organique positive des ventes, qui s'est établie à 4.1% au second semestre et à 1.9% pour l'exercice. Au cours de la même période, la performance de nos activités américaines et canadiennes a poursuivi sa progression constante, nourrie par le recrutement de nouveaux clients, le soutien offert à nos clients actuels dans l'essor de leurs activités et la signature de nouvelles ententes de distribution de produits de peinture avec des centres de collision et chaînes d'ateliers.

Le contrôle minutieux des coûts d'exploitation, la gestion serrée du fonds de roulement et l'utilisation judicieuse des flux de trésorerie nous ont permis de réduire notre niveau d'endettement et de procéder à des rachats d'actions pour bonifier l'avoir de nos actionnaires. Au cours de la dernière année, la dette a diminué de 10.2%, soit de 32 millions de dollars.

L'accélération de notre croissance au cours du second semestre témoigne de la justesse de nos initiatives visant à accroître nos ventes organiques, à améliorer notre efficacité et nos niveaux de service, tout en assurant une gestion rigoureuse des frais d'exploitation.

*« Notre réseau de distribution optimisé nous permettra de consolider notre statut de leader de la distribution et de partenaire de choix de nos clients et de nos fournisseurs. »*

**Richard G. Roy**

Président et chef de la direction

## EN MODE CROISSANCE

Comme un leader canadien de la distribution de pièces pour véhicules légers domestiques et importés et 5<sup>e</sup> plus important distributeur en Amérique du Nord, Uni-Sélect occupe une position privilégiée auprès des grossistes indépendants. Notre offre de solutions d'affaires, de programmes de bannières et de soutien technique fait de nous un partenaire de choix pour les entrepreneurs qui souhaitent tirer profit de la force d'un réseau. Au cours de l'année 2013, nous avons poursuivi le déploiement de ces programmes à valeur ajoutée et continué de développer le service d'expédition directe du manufacturier qui rend nos clients très concurrentiels au sein du marché.

Nous avons également continué d'offrir en 2013 des programmes de bannières et de formation pour les installateurs indépendants, que nous soutenons dans la gestion de leur atelier et la croissance de leur entreprise. Suivant la fin de l'exercice, nous avons d'ailleurs lancé au Canada une nouvelle stratégie de bannières qui a l'avantage de s'adapter aux besoins précis de chaque atelier.

L'amélioration du niveau de service a également joué un rôle clé dans l'essor de nos résultats. Pour atteindre un taux de service supérieur, des processus ont été mis en place pour permettre l'exécution plus soignée des commandes et parfaire notre capacité de répondre aux besoins des clients tout en demeurant efficaces au niveau des coûts d'exploitation et de la gestion des stocks. Quel que soit l'endroit où nous évoluons, Uni-Sélect cherche en tout temps à offrir les bons produits au bon prix, dans les délais requis par les clients.

## Le contrôle minutieux des coûts d'exploitation, la gestion serrée du fonds de roulement et l'utilisation judicieuse des flux de trésorerie nous ont permis de réduire notre niveau d'endettement pour une deuxième année.

En distribution de peinture et de produits connexes, notre filiale FinishMaster a poursuivi sa croissance et accru sa part de marché grâce au recrutement de plus de 400 nouveaux clients. La filiale se démarque par son service de distribution de qualité et par l'information à valeur ajoutée qui est mise à la disposition de ses partenaires. En plus de consolider sa position de leader dans son domaine, FinishMaster affiche une saine croissance organique. Sa rentabilité découle d'une excellente gestion et d'un contrôle serré des coûts. L'objectif de 10 millions de dollars de synergies fixé lors de l'acquisition en janvier 2011 a été largement dépassé, sans compter les bénéfices tirés d'une gestion améliorée du fonds de roulement de la filiale.

Si Uni-Sélect a retrouvé, au cours de l'exercice 2013, la route de la croissance durable, c'est d'abord et avant tout parce que les solides assises sur lesquelles reposent les activités de la Société nous permettent de nous illustrer dans un marché en constante progression. C'est également parce que nous sommes demeurés à l'affût des opportunités d'affaires et que nous nous sommes dotés d'outils additionnels pour les saisir. Mais au-delà de ces facteurs de croissance clés, la force la plus importante sur laquelle repose notre vision d'avenir est sans contredit les 5 500 employés de Uni-Sélect qui entraînent jour après jour des résultats tangibles pour nos clients, fournisseurs et actionnaires.

### UN RÉSEAU OPTIMISÉ

Au printemps 2013, nous avons entrepris une révision stratégique en profondeur de nos activités. Cet exercice a mené à l'adoption d'un Plan d'action stratégique et opérationnel (« Plan d'action ») dont les économies annualisées en découlant devraient atteindre environ 30 millions de dollars dès 2015. La mise en place du

Plan d'action engendre déjà des résultats positifs. En effet, quelques mois seulement après sa mise en place, près de la moitié des économies annuelles récurrentes projetées au titre du Plan d'action ont été réalisées, confirmant la pertinence de cette démarche et sa valeur comme moteur de croissance à long terme.

Dans le cadre de ce Plan, un examen détaillé de notre réseau de distribution a été mené afin de cerner tous les moyens de l'optimiser et de le bonifier. Nous avons opté pour une amélioration de nos processus axée sur l'augmentation de notre taux de service et sur une stratégie de prix plus efficace. Les marchés qui présentaient les meilleures occasions de croissance ont été identifiés et certaines régions à plus faible potentiel ont été délaissées. Cet exercice a mené à la fermeture, la cession ou la consolidation de 40 magasins qui se situaient dans ces régions.

Nous rationalisons présentement notre réseau d'entrepôts en mettant l'accent sur certains grands centres de distribution régionaux qui offrent l'ensemble de nos produits. Ces derniers sont soutenus par un réseau d'entrepôts locaux permettant de répondre aux besoins urgents de nos clients. Des investissements majeurs sont prévus pour optimiser 12 centres de distribution ainsi que pour inaugurer deux centres de distribution régionaux, dont celui de la région de Washington, D.C., ouvert au début de l'année 2014. Lorsque la mise en place du Plan d'action sera complétée, les activités de 12 entrepôts auront été redéployées dans notre réseau, ce qui nous permettra de procéder à la fermeture de ces sites.

Les changements apportés à la direction de nos activités de distribution de pièces aux États-Unis ont également entraîné des effets très positifs. La motivation et l'engagement de notre équipe à viser les plus hauts sommets se sont accrus considérablement et contribuent fortement à l'exécution du Plan d'action. Parmi ses succès, l'équipe a réussi à maintenir des volumes de ventes plus élevés que prévu à la suite des fermetures de sites et à réaliser des économies supérieures aux prévisions.

Nous sommes convaincus que notre réseau de distribution optimisé permettra de consolider notre statut de leader de la distribution et de partenaire de choix de nos clients et de nos fournisseurs.

*« Les résultats des derniers trimestres témoignent de la justesse de nos initiatives visant à créer de la valeur pour nos actionnaires, nos clients et nos fournisseurs. »*

**Robert Chevrier**

Président du Conseil

## **UN SYSTÈME EFFICACE ET PRODUCTIF**

L'implantation de notre progiciel de gestion intégré a été complétée avec succès en décembre dernier à l'occasion d'une sixième et ultime vague de déploiement. Il s'agit d'un jalon important, tant pour le présent que pour l'avenir.

Le nouveau système facilite la régie de toutes les facettes de l'organisation, de la prise de commande jusqu'à l'encaissement, en passant par la gestion des entrepôts et des stocks.

Le but recherché était d'avoir un système sur une plateforme unique qui simplifierait les processus d'affaires, accroîtrait la productivité et l'efficacité des centres de distribution et faciliterait l'intégration des acquisitions futures par la standardisation et l'instauration des meilleures pratiques. Le progiciel vient tout juste d'être déployé dans l'ensemble de nos activités de distribution de pièces et, déjà, les incidences positives se font sentir.

La possibilité de cerner toutes les données relatives aux produits, à la logistique et aux finances permet plus de flexibilité lors de l'établissement des prix, ainsi que de la prise en compte des fluctuations dans les marchés régionaux. La gestion des stocks est également bonifiée puisque nous sommes désormais positionnés pour minimiser les doublons et avoir les bons produits aux bons endroits. De plus, nos clients ont maintenant accès rapidement et facilement à l'ensemble des produits offerts à travers le réseau, ce qui facilite le placement de leurs commandes. La productivité accrue en entrepôt et la précision des livraisons ont aussi des retombées positives pour nos clients.

Nous pouvons ainsi prendre des décisions plus rapidement en nous basant sur des données disponibles en temps réel, ce qui devrait contribuer à l'amélioration de notre niveau de service et de nos résultats.

## **UNE GAMME DE PRODUITS ÉTENDUE**

Au cours de la dernière année, nous avons également revu notre offre de produits afin qu'elle soit la mieux adaptée aux besoins de nos clients et des consommateurs. Ainsi, en plus de détenir en stock une gamme étendue de produits de marques nationales, nous avons accru les activités de promotion ainsi que l'accessibilité des pièces *Auto Extra*. Nous avons également mis en marché *Worldparts*, notre nouvelle marque maison de produits de haute qualité à prix très concurrentiel.

Nos produits pour voitures importées *Beck/Arnley* ont de plus en plus de succès. *Beck/Arnley* a connu une année remarquable, améliorant sa rentabilité grâce à l'augmentation des ventes et à la gestion plus serrée des coûts. L'accès aux produits au sein du réseau *Uni-Sélect* a été bonifié grâce au programme de ventes *BeckSélect* pour les grossistes indépendants américains. Cette réussite nous incite à lancer une campagne similaire au Canada en 2014.

## **UN AVENIR PROMETTEUR**

Avec des perspectives de croissance annuelle considérables de 3,6% pour les prochaines années, le créneau commercial (*Do It For Me* ou *DIFM*) offre à *Uni-Sélect* une occasion de croissance durable. Grâce au plus important réseau de grossistes indépendants qu'elle approvisionne, *Uni-Sélect* jouit d'un positionnement distinctif qui la place avantageusement pour tirer profit de la croissance de ce créneau en répondant aux besoins de dizaines de milliers d'ateliers de réparation mécanique et de carrosserie.

*Uni-Sélect* est en bonne santé financière ce qui permettra de saisir au moment opportun des occasions d'acquisition autant dans le domaine de la distribution de pièces que dans celui de la peinture. Les possibilités d'acquisition font toujours l'objet d'une évaluation rigoureuse et chaque transaction doit contribuer rapidement aux résultats et compléter notre offre actuelle. C'est ainsi que tôt en 2014, nous avons réalisé deux acquisitions dans le secteur de la peinture qui permettront à *FinishMaster* d'offrir une gamme élargie de services au sein des marchés concernés.

L'industrie poursuit sa consolidation et nous souhaitons continuer d'y prendre part tout en nous assurant de maintenir un solide bilan. Les annonces des derniers mois engendrent pour *Uni-Sélect* certaines occasions de croissance dont

**Au cours de l'année 2014, nous continuerons de travailler à l'atteinte des objectifs du plan stratégique 2012-2015, ainsi qu'à la mise en place du Plan d'action annoncé en juillet dernier.**

nous comptons tirer profit. À cet égard, le progiciel dont l'implantation s'est complétée au cours de l'exercice 2013 nous permettra une intégration plus efficace, et donc l'accélération des retombées positives et des synergies des futures acquisitions.

Au cours de l'année 2014, nous continuerons de travailler vers l'atteinte des objectifs du plan stratégique 2012-2015, ainsi qu'à mettre en place le Plan d'action annoncé en juillet dernier. C'est dans cette optique que nous continuerons de bonifier notre offre de pièces et de perfectionner notre stratégie de prix. Nous visons une politique compétitive avec des prix établis en fonction des besoins des marchés desservis et des coûts d'achats. L'objectif: attirer la clientèle tout en améliorant nos marges bénéficiaires.

L'optimisation du réseau demeure également au cœur de nos priorités. En plus de poursuivre l'exécution du Plan d'action, nous comptons raffiner notre offre de produits et rationaliser encore davantage nos stocks. Nous pourrions ainsi atteindre un niveau de service supérieur.

L'amélioration des marges demeurera tributaire des résultats qu'entraîneront les initiatives récentes et celles en cours. Nous comptons également tirer avantage en 2014 du lancement de nouveaux produits adaptés aux besoins du marché ainsi que de l'effet de levier à long terme que procure la hausse des ventes de produits expédiés directement à nos grossistes.

Enfin, nous continuerons à mettre l'accent sur l'engagement et la mobilisation de nos employés, qui sont les moteurs de notre réussite. Nous avons à cœur de leur offrir un milieu de travail stimulant, propice à la communication et à la reconnaissance de leur talent.

## **MERCI À TOUS CEUX QUI CONTRIBUENT AUX SUCCÈS DE UNI-SÉLECT**

Nos premiers remerciements s'adressent à nos employés, dont nous saluons une fois de plus le dévouement et l'engagement. Leurs efforts constants et leur collaboration quotidienne sont appréciés. Nous allons continuer de travailler main dans la main avec eux pour assurer la réussite croissante de notre Société.

C'est également avec plaisir que nous remercions nos clients, fournisseurs et partenaires de leur appui et de leur loyauté tout au long de l'année. Uni-Sélect mettra tout en oeuvre pour leur offrir les meilleurs services et les meilleurs outils pour favoriser leur croissance.

À nos actionnaires, nous réitérons notre reconnaissance et sommes fiers de travailler jour après jour pour honorer votre confiance à l'égard de l'entreprise.

Enfin, nous saluons les membres de notre Conseil d'administration. Les anciens membres et les trois nouveaux contribuent tous efficacement à la réalisation de nos objectifs. Nous sommes reconnaissants de leur participation généreuse et de leurs avis judicieux. De plus, nous souhaitons exprimer des remerciements sincères aux administrateurs qui quitteront le Conseil en 2014, pour leurs nombreuses années de bons services.

Le président du Conseil,



**Robert Chevrier**, FCPA, FCA

Le président et chef de la direction,



**Richard G. Roy**, FCPA, FCA

# UNE CULTURE DE SUCCÈS À TOUS LES NIVEAUX

**AU CŒUR DE NOS VALEURS SE TROUVE LE SOUCI  
D'OFFRIR DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GAGNANTES  
POUR TOUS NOS PARTENAIRES.**

## VISION

Être le distributeur de choix dans le marché secondaire de l'automobile et créer de la valeur pour nos clients, nos employés, nos fournisseurs et nos actionnaires.

Nos actions quotidiennes et nos stratégies sont guidées par nos valeurs d'entreprise qui visent la satisfaction et le développement de nos clients, employés, fournisseurs et actionnaires ainsi que des collectivités qui nous accueillent.

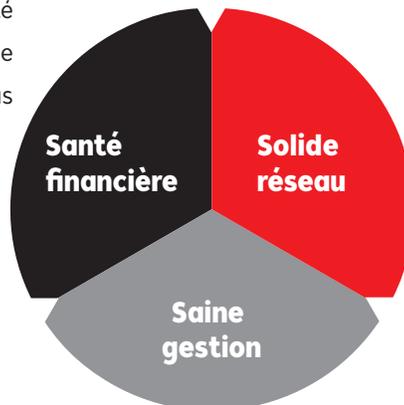


## Nos valeurs soutiennent la poursuite des objectifs suivants :

- Toujours offrir des solutions concurrentielles pour nos clients
- Établir des relations gagnantes avec les fournisseurs
- Fournir aux employés un milieu de travail stimulant
- Créer de la valeur pour les actionnaires
- Être une entreprise citoyenne

## NOTRE VALEUR AJOUTÉE

- 45 ans de rentabilité
- Bons flux de trésorerie
- 26 ans de dividendes continus



- Nord-Américain
- Au service d'un vaste réseau de grossistes indépendants
- Gamme de produits étendue

- Culture entrepreneuriale
- Expertise en logistique, gestion et intégration des acquisitions

**Une Société guidée par ses valeurs. Faites-en partie!**

## AXÉ SUR L'EFFICACITÉ

Notre priorité est de constamment bonifier notre réseau afin de mieux desservir nos clients. L'efficacité de notre approvisionnement en produits et la gestion de nos inventaires contribuent à l'obtention d'un niveau de service élevé. La logistique de nos entrepôts est revue régulièrement afin d'assurer un aménagement optimal des lieux et une utilisation efficiente des systèmes.

## À PROXIMITÉ DES CLIENTS

Notre réseau d'entrepôts est bien positionné pour soutenir nos magasins corporatifs et nos grossistes indépendants qui offrent un service rapide et efficace aux ateliers de réparation et de carrosserie.

## LE PLAN D'ACTION

Échéance: décembre 2014

Le Plan d'action permettra à Uni-Sélect de s'appuyer sur un réseau de distribution performant, bien positionné et en mesure d'offrir les bons produits, au bon prix et dans les délais requis par les clients.

ANNONCÉ En juillet 2013	RÉALISÉ À CE JOUR	À VENIR En 2014
Fermeture de 12 entrepôts	7 entrepôts	5 entrepôts
Ouverture de 2 centres de distribution	1 centre de distribution régional à Washington D.C.	1 centre de distribution
Reconfiguration et optimisation de 12 entrepôts	-	12 entrepôts
Relocalisation du centre de distribution national aux États-Unis	Centre de distribution relocalisé à Smyrna au Tennessee	-
Fermeture de 48 magasins corporatifs*	34 magasins fermés 6 magasins vendus à des clients	3 magasins à vendre ou à fermer
Réduction des stocks de 40 millions en 2015**	4,2 millions \$	25,8 millions \$ (+ 10 millions \$ en 2015)
Réduction des coûts de 30 millions en 2015**	13,1 millions \$	15 millions \$

Le nombre de magasins et d'entrepôts prévus de fermer en 2014 pourrait être revu à la hausse ou à la baisse selon le succès des plans d'amélioration des processus et de la rentabilité.

\* Total révisé à 43 magasins en raison de l'amélioration marquée du rendement de 5 magasins corporatifs.

\*\* Certaines initiatives auront des retombées en 2015 qui permettront l'atteinte des prévisions.

## UN RÉSEAU NORD-AMÉRICAIN SUR MESURE

**2**

**centres de distribution nationaux** situés stratégiquement pour assurer un approvisionnement optimal des entrepôts du réseau

**22**

**centres de distribution régionaux** ayant en stock l'ensemble des lignes de produits et plus de 350 000 pièces en inventaires

**16**

**centres locaux et 14 satellites** pour répondre « le jour même » aux besoins urgents de lignes de produits essentielles

**412**

**magasins corporatifs** desservant des dizaines de milliers d'ateliers et de carrossiers

**3 200**

**grossistes indépendants**

**Uni-Sélect, la force d'un réseau! Faites-en partie!**

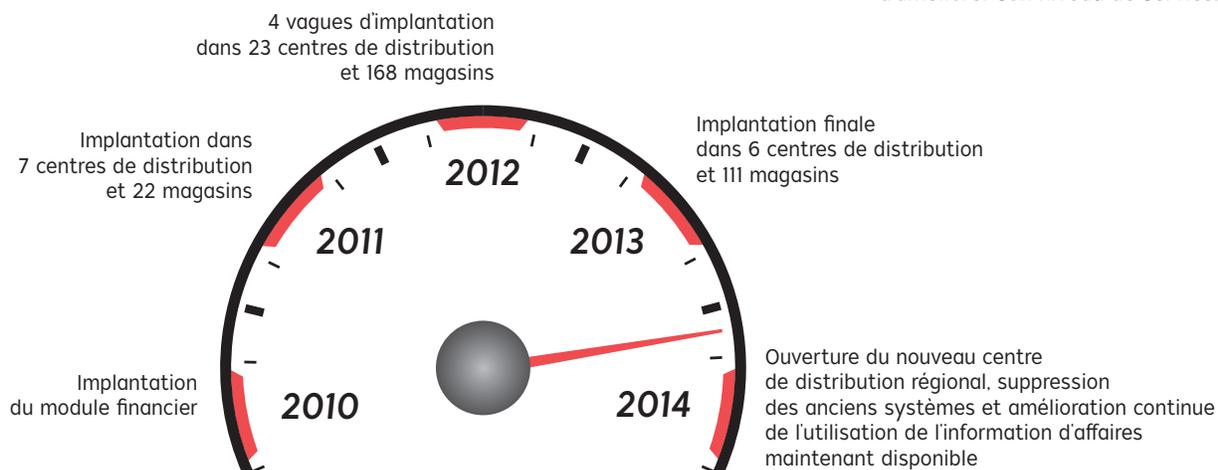
## AU SERVICE DE LA CROISSANCE

### 2013

#### IMPLANTATION DU PROGICIEL DE GESTION INTÉGRÉ COMPLÉTÉE

Ce système intègre la gestion de toutes les facettes des opérations de distribution de pièces sur une seule plateforme. Ceci permet à la Société de simplifier la conduite de ses affaires, d'accroître la productivité et l'efficacité de ses centres de distribution et de prendre des décisions plus rapides afin d'améliorer son niveau de service.

#### DES ÉTAPES MARQUANTES



### DES SYSTÈMES PERFORMANTS POUR LE PLUS GRAND SUCCÈS DE NOS CLIENTS

#### Une seule plateforme

- Informations disponibles en temps réel
- Amélioration du service à la clientèle
- Visibilité accrue et suivi des inventaires à travers le réseau

#### Facilité de gestion

- Intégration de tous les processus
- Précision des commandes
- Amélioration de la politique de prix

#### Qualité de l'information

- Amélioration de l'information de gestion
- Informations de gestion livrées plus rapidement
- Prise de décisions plus rapide à tous les niveaux de l'organisation

**Une Société outillée pour l'efficacité. Faites-en partie!**

## UNE OFFRE DE PRODUITS EXCEPTIONNELLE PAR SA QUALITÉ ET SA DIVERSITÉ

**5<sup>e</sup> distributeur de pièces de remplacement en Amérique du Nord.**

Uni-Sélect offre à ses clients

- une gamme de pièces de remplacement de qualité pour des réparations sous le capot et sous l'auto
- Une offre complète de produits d'outillage et d'équipement pour les garagistes

### Les produits de marques nationales

offrent des performances similaires aux pièces d'origine et répondent aux besoins des clients soucieux d'offrir des produits de qualité. Les marques distribuées sont fabriquées par les principaux manufacturiers de pièces au monde.

**Les marques maison** répondent aux besoins et au budget d'une clientèle recherchant des produits de qualité à prix compétitifs.

**WORLDPARTS®**

**AUTO EXTRA<sup>MD</sup>**

## RÉALISATIONS 2013

- Lancement de *Worldparts*, notre marque privée de première qualité à prix compétitifs
- Bonification de notre offre de produits *Auto Extra* et accès plus rapide aux produits par nos clients
- Amélioration du niveau de service et réduction d'inventaire par le biais d'une consolidation de certaines lignes de produits
- Croissance dans le secteur névralgique des freins avec une offre améliorée de produits
- Instauration de programmes de formation et de soutien pour les grossistes en plus de récompenses sur les achats dans la catégorie complexe des technologies de gestion des moteurs

**BECK/ARNLEY®**



### La gamme de produits Beck/Arnley

pour voitures importées est la marque de choix des réparateurs cherchant des performances similaires à celles des pièces d'équipement d'origine quant à la qualité, à l'apparence, au fonctionnement et à la facilité d'installation.

- Une gamme de produits de haute qualité couvrant un large éventail de produits tels la direction et la suspension, les filtres, les freins, la gestion du moteur, les liquides, etc.
- Plus de 27 000 pièces disponibles qui respectent la performance de la pièce d'origine
- Excellent positionnement de la marque et des produits sur le marché

### RÉALISATIONS 2013

- Mise en place, aux États-Unis, du programme BeckSélect qui facilite l'accès à la ligne complète de produits Beck/Arnley aux grossistes
- Mise en marché des emballages TRUE | Braking<sup>MC</sup> qui permettent de télécharger vidéos et brochures en scannant l'endos de la boîte avec l'application BeckSCAN<sup>MC</sup>. Cette initiative a remporté le prix du meilleur emballage de l'Automotive Communications Council (ACC)
- Lancement à grande échelle de la gamme de fluides pour voitures importées dont les liquides de refroidissement, l'antigel, l'huile à moteur et les liquides de transmission et de direction assistée

1

## UNI-SÉLECT EST LE PLUS IMPORTANT DISTRIBUTEUR INDÉPENDANT DE PEINTURE ET DE PRODUITS CONNEXES EN AMÉRIQUE DU NORD

### AUX ÉTATS-UNIS, FINISHMASTER AUGMENTE SA PART DE MARCHÉ

En progression constante, nos activités de distribution de peinture et produits connexes consolident leur position de plus important distributeur et continuent de contribuer de façon remarquable au succès de Uni-Sélect.

FinishMaster se distingue par :

- la distribution de produits de qualité provenant des meilleurs manufacturiers
- une offre de services et d'outils technologiques qui contribuent au succès de ses clients
- une offre d'accessoires et produits connexes de qualité supérieure à prix compétitifs sous sa marque privée SMART

Uni-Sélect vise une intégration de plus en plus étroite de ses produits de peinture avec ses produits de pièces de remplacement.

- Des programmes de ventes croisées permettent d'approvisionner des grossistes en produits et accessoires de peinture dans plusieurs des marchés desservis
- des magasins fusionnés offrent les produits de pièces et de peinture sous un même toit



### RÉALISATIONS 2013

- Recrutement de 416 nouveaux clients
- Croissance dans le segment des chaînes d'ateliers de carrosserie
- Renforcement de notre partenariat avec nos fournisseurs

### AU CANADA, UNI-SÉLECT EST UN LEADER DE LA DISTRIBUTION DE PEINTURE ET DE PRODUITS CONNEXES

Uni-Sélect est un important fournisseur des meilleurs produits de peinture au Canada. En 2013, Uni-Sélect élargit son offre de produits de peinture grâce à une nouvelle entente avec un fournisseur mondial réputé.

Uni-Sélect dessert le plus important réseau de carrossiers au Canada.

- Alliance du réseau de carrossiers Pro Color au réseau CSN Collision & Glass avec 290 ateliers de carrosserie spécialisés dans la réparation de véhicules accidentés
- Recrutement de plusieurs nouveaux ateliers de carrosserie
- Visibilité accrue grâce à une campagne de publicité nationale pour les ateliers ProColor
- Signature d'ententes nationales additionnelles avec deux assureurs, grâce à son alliance avec CSN, pour un total de 11 ententes

Carrossier **ProColor**.



## PARTENAIRE DU SUCCÈS DE NOS CLIENTS

Uni-Sélect est le partenaire privilégié des grossistes indépendants, car nous leur offrons des outils et des solutions conçus pour faciliter la conduite de leurs affaires.

### Les avantages Uni-Sélect:

- Le pouvoir d'achat d'un réseau nord-américain
- Un taux de service qui répond aux attentes
- Une offre de services personnalisée qui répond aux besoins précis de chacun
- Des sources d'approvisionnement avantageuses directement du manufacturier ou des entrepôts Uni-Sélect
- Des ententes d'approvisionnement à long terme avec des comptes majeurs qui augmentent le volume des ventes
- Des outils technologiques d'analyse et de gestion d'inventaire performants
- Des programmes marketing qui augmentent la visibilité
- Des programmes de fidélisation
- Des plans de succession pour assurer la relève
- Un accès aux nouvelles et aux catalogues en ligne UniForum et UNICentralpoint
- Des comités consultatifs pour mieux adapter les solutions aux besoins et contribuer aux stratégies de croissance
- Une aide à la stratégie de prix pour soutenir la compétitivité et la viabilité



## RÉALISATIONS 2013

- Amélioration du niveau de service des entrepôts
- Recrutement de 81 clients aux bannières Auto-Plus, Auto Parts Plus et Bumper to Bumper
- Congrès nord-américain des grossistes et installateurs du réseau Uni-Sélect ayant attiré 1 000 participants
- Amélioration des outils technologiques pour rendre les grossistes plus concurrentiels quant à la gestion d'inventaires et de stratégie de prix
- Présence accrue sur les médias sociaux

**Une solution d'affaires complète. Faites-en partie!**

# UNE SOLUTION SUR MESURE POUR LES ATELIERS DE RÉPARATION

**Uni-Sélect dévoile  
ses nouvelles stratégies  
de bannières au Canada!**



**Uni-Sélect offre des outils et des solutions personnalisés qui s'adaptent aux différents besoins de chaque installateur.**

- Une offre diversifiée de produits de marques maison et de marques nationales
- Une distribution rapide et efficace des produits
- Des programmes de bannières flexibles qui se démarquent par leur capacité de répondre à des besoins précis
- Une solution clés en main avec des programmes de marketing permettant d'accélérer la croissance
- Des programmes de fidélisation qui favorisent la rétention des clients
- Des solutions technologiques ASPcentralpoint.com qui facilitent les commandes et la visibilité des inventaires
- Une offre de solutions technologiques d'aide au diagnostic pour faciliter les réparations
- Un programme de solutions de télématique (SmartLink) qui transmet des renseignements pertinents sur l'état et la conduite des véhicules au conducteur et au technicien pouvant fidéliser les clients
- Des programmes de formation technique hors pair et du « coaching » en gestion d'entreprise
- Une aide au développement de la présence dans les médias sociaux
- Des programmes de récompenses sur les achats



## RÉALISATIONS

### 2013

- Élaboration du repositionnement des bannières installateurs au Canada permettant d'offrir une solution sur mesure basée sur les besoins réels de chacun et créant un lien direct avec le réseau de Uni-Sélect pour une plus grande visibilité et notoriété
- Formation de près de 7 000 techniciens en ligne et en personne
- Recrutement de 379 clients sous nos programmes aux États-Unis et de 53 au Canada

**Uni-Sélect soutient la croissance de ses clients. Faites-en partie!**

# DES EMPLOYÉS ENGAGÉS DANS LA CROISSANCE

Chez **Uni-Sélect**, nos 5 500 employés dédiés jouent un rôle de premier plan dans l'atteinte de nos objectifs et nous avons à cœur de leur offrir un milieu de travail stimulant pour qu'ils puissent développer leur plein potentiel.



Nos programmes de leadership sont cruciaux afin de préparer la relève. L'organisation identifie ses employés aux aptitudes remarquables pour les accompagner dans le développement de leurs compétences. Les initiatives de leadership permettent de prévoir la succession et de retenir ces acteurs de talent au sein de son équipe.

Nous accordons beaucoup d'importance à la gestion du changement qui sert à soutenir nos employés dans l'exécution de leur travail. Ces programmes facilitent l'intégration et l'adaptation des employés aux nouveaux outils et processus.

Nos programmes de reconnaissance incitent nos employés à se dépasser et à contribuer à l'essor de la Société.

- Les **Créateurs de valeur** soulignent la contribution d'employés performants
- Les **Prix du Président** récompensent les gestionnaires exceptionnels

## Nous multiplions les occasions de communiquer et d'échanger.

- Le nouveau bulletin **Uni-flash** diffuse les nouvelles importantes et permet aux employés de partager leurs réalisations
- Le **Mot du président** informe les employés sur les lignes directrices de la Société et les résultats de la Société
- Les employés des centres de distribution ont la chance de rencontrer le président et d'échanger avec lui sur les objectifs et stratégies de la Société. Ces rencontres favorisent l'engagement et solidifient le lien avec la direction



**Une Société de gens mobilisés! Faites-en partie!**

# AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ

## Une préoccupation environnementale

Uni-Sélect se soucie de développement durable et de questions environnementales.

- Uni-Sélect souscrit au recyclage des matériaux propres à son industrie, tels les huiles usées, les filtres, les réfrigérants, les batteries, les organes internes des voitures et les emballages
- La nature même de notre industrie est de fournir des pièces de remplacement permettant de faire rouler des véhicules plus longtemps et proprement, contribuant ainsi à augmenter la durée de vie des véhicules

Employés et dirigeants **s'impliquent** dans de multiples activités caritatives qui rayonnent dans leurs communautés respectives.

## Un acteur du développement local

Uni-Sélect contribue à la croissance et au développement des collectivités où elle est présente. Notre appui aux entreprises locales se traduit par la création de nombreux emplois dans chaque région que nous desservons.

## EN 2013

- Nos employés ont contribué généreusement aux levées de fonds pour les sinistrés de Calgary et de Lac-Mégantic en collaboration avec la Croix-rouge
- Des campagnes de financement au profit de Centraide au Canada et aux États-Unis et de *Teach for America* ont été menées sur les lieux de travail
- Implication volontaire de plusieurs de nos employés dans des causes qui leur tiennent à cœur dont la journée d'entraide et le Service de Noël de Centraide

- Des tournois de golf ont été organisés dans plusieurs régions. Nos clients et fournisseurs ont participé à ces événements pour soutenir divers organismes
- Nous avons également soutenu la Fondation des maladies du cœur et la Fondation de la sclérose en plaques
- Uni-Sélect a distribué des voitures-jouets à des organismes œuvrant auprès des enfants. Plus de 100 voitures ont été remises depuis le début de la formation *Build-A-Car*



**Uni-Sélect, une entreprise citoyenne. Faites-en partie !**

# Rapport de gestion 2013

Faits saillants	<b>17</b>
Commentaires préalables au rapport de gestion	<b>18</b>
Profil et description	<b>19</b>
Contexte économique	<b>19</b>
Revue opérationnelle des trois derniers exercices	<b>21</b>
Analyse des résultats consolidés	<b>24</b>
Flux de trésorerie	<b>29</b>
Financement	<b>30</b>
Structure de capital	<b>32</b>
Situation financière	<b>35</b>
Transactions entre parties liées	<b>36</b>
Gestion des risques	<b>37</b>
Méthodes comptables	<b>41</b>
Mesures financières autres que les IFRS	<b>45</b>
Données sur le taux de change	<b>47</b>
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	<b>47</b>
Perspectives	<b>48</b>

## FAITS SAILLANTS

(en \$US)

Ventes  
1,8 milliard \$

BAIIA ajusté  
101,2 millions \$

Résultat ajusté  
50,7 millions \$

- Croissance organique consolidée de 1,9 % au cours de l'exercice, soit 2,3 % pour les activités canadiennes et 1,7 % pour les activités américaines, surpassant les pertes de ventes reliées aux fermetures d'établissements. Toutefois, en raison principalement de la faiblesse du dollar canadien, les ventes consolidées ont diminué de 0,5 %.
- Augmentation du BAIIA ajusté de 6,7 % pour atteindre 101,2 millions de dollars (soit 5,7 % des ventes), comparativement à 94,8 millions de dollars (soit 5,3 % des ventes) pour l'exercice 2012. Cette amélioration est principalement attribuable aux économies découlant du plan d'action stratégique et opérationnel (« Plan d'action »).
- Le résultat ajusté a également bénéficié des économies découlant du plan d'action, passant de 45,9 millions de dollars en 2012 à 50,7 millions de dollars, soit une augmentation de 10,4 %.
- Résultat net de l'exercice à 21,3 millions de dollars comparativement à 29,4 millions de dollars pour 2012. L'exercice courant inclut des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres de 23,9 millions de dollars, après impôts (11,5 millions de dollars en 2012).
- Réduction de l'endettement total net à 277,7 millions de dollars, soit une diminution de 31,6 millions de dollars au cours de l'exercice et les activités d'exploitation ont généré 76,8 millions de dollars.
- Amélioration des flux de trésorerie disponibles qui sont passés de 57,3 millions de dollars en 2012 à 65,6 millions de dollars en 2013, un résultat direct de la croissance du BAIIA ainsi que de la réduction des intérêts payés.
- Déploiement du progiciel de gestion intégré (« PGI ») complété avec la dernière vague d'implantation au début de décembre 2013.

## COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

### PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour les périodes closes le 31 décembre 2013 en comparaison avec les périodes closes le 31 décembre 2012 et sur la situation financière au 31 décembre 2013 en comparaison au 31 décembre 2012. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2013. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 27 février 2014, date de l'approbation des états financiers et du rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site SEDAR à [sedar.com](http://sedar.com).

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles. De même, « Beck/Arnley » désigne Beck/Arnley Worldparts inc. et « FinishMaster » désigne FinishMaster inc., soit deux filiales détenues à 100 %.

À moins d'une indication contraire, toutes les données financières présentées dans ce rapport de gestion sont exprimées en milliers de dollars américains, et les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect.

Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de la Société et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques » du rapport annuel. En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

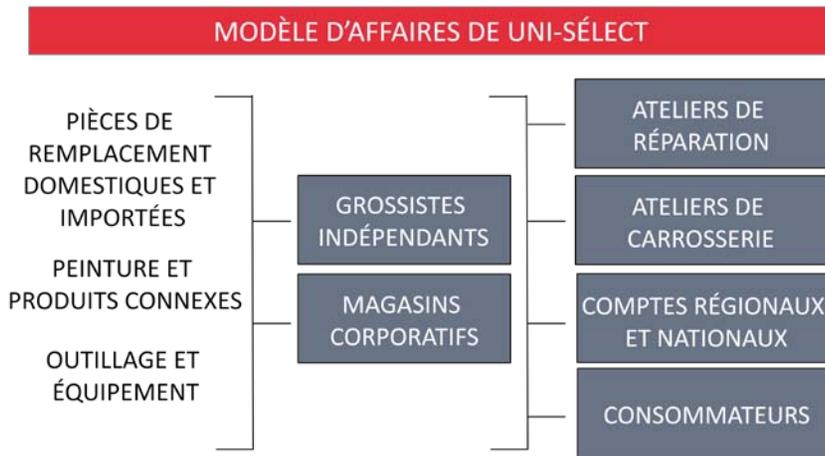
Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction de Uni-Sélect n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

### CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est probable qu'elles ne soient pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. *(Pour plus d'information à cet effet, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

## PROFIL ET DESCRIPTION

### UNE SOCIÉTÉ D'ENVERGURE DU MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE



Fondée en 1968, Uni-Sélect est un important distributeur de pièces de remplacement et de peinture dans le marché secondaire de l'automobile en Amérique du Nord. La Société dessert un vaste réseau de grossistes indépendants et d'installateurs au Canada et aux États-Unis, avec ses 5 500 employés, 54 centres de distribution et 412 magasins corporatifs.

Sa clientèle est composée de 3 200 grossistes indépendants, de dizaines de milliers d'ateliers de réparation et de carrosserie, de comptes nationaux et régionaux et de consommateurs. Uni-Sélect

est un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement liant les manufacturiers aux grossistes et aux installateurs. Elle offre un choix étendu de 2 millions de pièces de remplacement et d'accessoires pour voitures domestiques et plus de 27 000 produits Beck/Arnley pour véhicules importés. Elle propose aussi 30 000 produits de peinture et articles connexes, de même que l'équipement et l'outillage nécessaires aux ateliers.

Un leader au Canada, Uni-Sélect occupe le 5e rang des distributeurs de pièces en Amérique du Nord. Elle y est aussi le plus important distributeur indépendant de peinture automobile et de produits connexes. La Société réalise 72 % de ses ventes aux États-Unis et 28 % au Canada.

### UNE OFFRE ADAPTÉE AUX BESOINS DE LA CLIENTÈLE

Uni-Sélect possède un réseau de distribution performant couvrant l'ensemble du territoire canadien et 47 états américains. L'étendue de son offre de produits de qualité de marques nationales reconnues et d'un ensemble de pièces à prix compétitifs disponible sous des marques privées comble les besoins variés de ses clients. Tant dans ses activités de distribution de pièces que de peinture, Uni-Sélect accorde une très grande importance à maintenir le meilleur taux de service et à livrer les produits rapidement et efficacement pour répondre aux besoins de la clientèle.

Consciente que ses clients sont des entrepreneurs, Uni-Sélect met à la disposition des grossistes, des installateurs et des ateliers de carrosserie des solutions d'affaires, des outils technologiques et des programmes de bannières qui les soutiennent dans la gestion et le développement de leur entreprise. Sa connaissance approfondie du marché, son expertise en approvisionnement et sa gestion opérationnelle visant à offrir le meilleur taux de service font de Uni-Sélect un partenaire de choix.

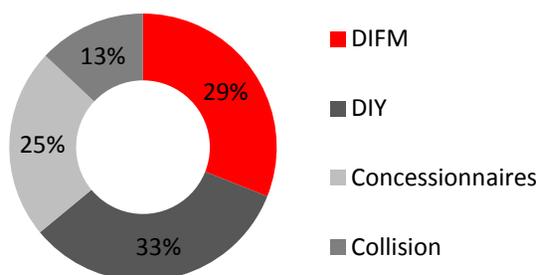
## CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Sur le plan économique, 2013 a été marquée par une certaine reprise de l'économie aux États-Unis qui a connu une croissance intéressante de son produit national brut, une légère baisse de son taux de chômage et une augmentation du revenu disponible. Toutefois, le kilométrage parcouru aux États-Unis demeure restreint principalement en raison du prix élevé de l'essence et du faible niveau d'emploi.

### LE MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE

Employant au-delà de 4 millions de personnes en Amérique du Nord, le marché secondaire a continué d'afficher une progression évaluée à 3,4 % en 2013. Les prévisions actuelles sont de bon augure et tendent vers un taux de croissance annualisé de 3,3 % jusqu'en 2016. La moyenne d'âge des véhicules sur les routes augmente et démontre clairement leur durabilité accrue. Les usagers semblent saisir cette occasion pour entretenir davantage leurs voitures ce qui entraîne des retombées intéressantes pour l'industrie.

## Répartition du marché secondaire



Le marché secondaire de l'automobile dans son ensemble en Amérique du Nord totalisait environ 260 milliards de dollars en 2013. La distribution de pièces de remplacement et de produits connexes représente près de 102 milliards de dollars.

Les pièces de remplacement et accessoires représentent 87 % du volume des ventes de la distribution. Elles sont divisées en trois segments : les réparateurs professionnels (*Do It For Me* ou « DIFM »), les concessionnaires et les consommateurs (*Do It Yourself* ou « DIY »). Le secteur des réparations à la suite de collision équivaut à 13 % des ventes.

Le nombre de grossistes indépendants desservant les ateliers de réparation enregistre un minime déclin année après année qui est compensé par la croissance des ventes des grossistes en service. La consolidation des ateliers se poursuit à un rythme lent et régulier. Toutefois, l'achalandage par baie de service augmente de façon importante.

## LES VÉHICULES SUR LES ROUTES

Le nombre de véhicules sur les routes au Canada et aux États-Unis s'établit à environ 271 millions. Les usagers maintiennent leurs automobiles plus longtemps ce qui a une incidence positive sur le marché secondaire. La moyenne d'âge des véhicules atteint 11,3 ans et les voitures de plus de 11 ans représentent une plus forte proportion du parc routier progressant plus rapidement que celles de moins de 10 ans. Cette situation permet d'expliquer la croissance prévue de l'industrie malgré des prix de l'essence élevés et un kilométrage parcouru stable. Toutefois, les véhicules âgés de 5 à 10 ans qui ne sont pas couverts par les garanties des fabricants risquent de connaître un certain déclin en raison des faibles ventes de voitures neuves entre 2008 et 2012. Les pièces de remplacement de Uni-Sélect répondent aux besoins des véhicules de tous âges, avec une prépondérance pour les véhicules qui ne sont pas sous garantie avec le fabricant, alors que son offre de peinture et d'articles connexes vise les véhicules de plus de 3 ans.

Le nombre de véhicules importés poursuit sa croissance et représente près de 41 % de la flotte en Amérique du Nord.

L'industrie prévoit que les fabricants utiliseront davantage des plateformes communes dans la conception des modèles ce qui devrait réduire la prolifération des pièces et faciliter le travail des distributeurs. Les véhicules sont également de plus en plus sophistiqués et équipés de plusieurs composants technologiques ce qui rend les réparations plus complexes. Les propriétaires devraient donc se tourner vers des professionnels pour maintenir et réparer leur automobile. Avec l'arrivée des produits de télématique au sein du réseau de Uni-Sélect l'information peut maintenant être transmise entre l'utilisateur et son atelier de réparation indépendant et pourrait influencer positivement la loyauté de la clientèle.

Le secteur des réparations à la suite de collisions continue d'enregistrer un déclin du nombre d'ateliers de réparation indépendants ou exploités par des concessionnaires. Les chaînes d'ateliers gagnent cependant en popularité et Uni-Sélect se démarque auprès de ces entreprises de grande taille grâce à son important réseau et à son offre de produits de qualité. La tendance des assureurs à privilégier les réseaux d'ateliers est également de bon augure pour nos activités. L'industrie demeure affectée par l'économie difficile qui motive les usagers à encaisser leur chèque d'assurance plutôt que d'effectuer les travaux de réparation sur leur véhicule. De plus, les avancées technologiques, la législation en matière de sécurité et le faible kilométrage parcouru sont parmi les facteurs ayant une incidence négative sur le nombre de collisions.

## UN MARCHÉ PRÉSENTANT DES OCCASIONS DE CROISSANCE

Le marché secondaire de l'automobile nord-américain est donc mature et devrait demeurer solide dans les années à venir. Il se distingue par un marché consolidé en territoire canadien quoique présentant encore quelques possibilités d'acquisitions. Par contre, aux États-Unis, les occasions d'acquisition de réseaux de distribution indépendants y sont importantes.

Uni-Sélect s'affirme comme un joueur d'importance dans ce marché et concentre ses activités à desservir le marché commercial des grossistes indépendants ainsi que celui des ateliers de réparation et de carrosserie.

Source : AAIA Digital Automotive Aftermarket Factbook 201, IHS Automotive et AIA 2012 Outlook Study.

## REVUE OPÉRATIONNELLE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

**Les trois derniers exercices ont permis à la Société de mettre en place plusieurs initiatives, établies à partir de ses différents plans, qui lui assureront la poursuite de sa croissance tout en améliorant son efficacité et sa rentabilité.**

Parmi ces différentes initiatives, nous retrouvons :

- optimiser et consolider le réseau de distribution avec le Plan d'action 2013, lequel complète le plan d'optimisation annoncé en 2012;
- implanter des systèmes performants avec le développement et le déploiement du progiciel de gestion intégré; et
- réaliser des acquisitions ciblées ainsi que diversifier les canaux de distribution avec l'acquisition de FinishMaster et de certains actifs en Floride en 2011.

### RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS CHOISIS

(en milliers de \$US, sauf les montants par action et les pourcentages)	2013	2012 <sup>(2)</sup>	2011 <sup>(2)</sup>
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>			
Ventes			
États-Unis	1 294 115	1 300 991	1 242 279
Canada	493 970	496 600	538 291
	1 788 085	1 797 591	1 780 570
BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	101 185	94 805	105 760
BAIIA	92 379	87 100	101 094
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	35 180	18 458	3 277
Résultat ajusté <sup>(1)</sup>	50 660	45 876	57 825
Résultat net	21 328	29 437	53 888
Flux de trésorerie disponibles	65 618	57 344	66 579
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>			
Fonds de roulement	417 465	436 002	491 090
Actif total	1 205 891	1 202 661	1 239 245
Endettement total net	277 658	309 267	351 699
Avoir des actionnaires total	488 755	484 205	464 580
<b>DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE</b>			
Résultat ajusté <sup>(1)</sup>	2,37	2,12	2,67
Résultat net	1,00	1,36	2,49
Dividende (\$CAN)	0,52	0,52	0,48
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 411 277	21 623 300	21 645 664

(1) Le BAIIA et le résultat net ont été ajustés des frais que la Société juge non représentatifs des opérations régulières. Ces frais sont exclus afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de détails à cet effet, voir les sections « Analyse des résultats consolidés » et « Mesures financières autres que les IFRS ».)

(2) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel ». Toutefois, l'obligation de redresser les états financiers ne portant que sur l'exercice antérieur, soit 2012 dans le cas présent, l'exercice 2011 n'a pas été redressé. (Pour plus d'informations à cet effet, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)

Une analyse plus détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état consolidé de la situation financière entre les exercices 2013 et 2012 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état consolidé de la situation financière entre les exercices 2012 et 2011 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2012, disponible sur le site de SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)).

## EXERCICE 2013

### Options stratégiques et restructuration

La Société a complété la révision formelle de ses options stratégiques centrées sur ses opérations américaines afin de créer davantage de valeur pour ses actionnaires. Le Conseil d'administration a décidé d'élargir la portée du plan initial d'optimisation annoncé en août 2012.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un Plan d'action, qui est complémentaire au plan d'optimisation annoncé en 2012. Le Plan d'action comprend, entre autres, la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux centres de distribution. L'implantation du Plan d'action, au coût total d'environ 45 000 \$, duquel 13 000 \$ représentent des déboursés de fonds net des recouvrements d'impôts, devrait être complétée à la fin de l'exercice 2014.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 31 680 \$ liés à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements, qui incluent la liquidation de stocks excédentaires de 10 423 \$, les coûts de fermeture des emplacements de 4 966 \$, les indemnités de départ des employés de 4 254 \$, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux de 8 422 \$ et la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette pour 3 615 \$. La Société a aussi comptabilisé une radiation de 3 500 \$ dans la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses opérations. Le total des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres s'élève à 35 180 \$.

Le Plan d'action est complémentaire au plan d'optimisation du réseau lancé en août 2012 (rationalisation et consolidation du réseau de distribution). Les économies annuelles de 20 000 \$ prévues dans le cadre du plan d'optimisation ont été réalisées. Toutefois, la réduction des dépenses provenant du plan d'optimisation du réseau a été en grande partie neutralisée par la baisse des ventes enregistrée au cours des douze derniers mois de même que par un changement défavorable de proportion dans les canaux de distribution. L'incidence du plan d'optimisation initial sur les résultats a incité l'entreprise à mettre en place des initiatives additionnelles.

Tel que mentionné en juillet 2013, le Plan d'action devrait générer des économies de coûts de l'ordre de 10 000 \$ en 2013, duquel 13 000 \$ ont été réalisés au 31 décembre 2013. Le Plan d'action devrait également générer des économies de 15 000 \$ en 2014 et 5 000 \$ en 2015, pour des montants annuels cumulatifs respectifs de 25 000 \$ et de 30 000 \$.

Le Plan d'action progresse comme prévu avec la fermeture de 34 magasins non rentables et 5 entrepôts, la vente de 6 magasins et la réduction d'effectifs au cours de l'exercice. Le tableau suivant présente les impacts prévus et réalisés des différentes initiatives incluses dans le Plan d'action en date du 31 décembre 2013 :

(en milliers de \$US)	Prévus				Réalisés
	2013	2014	2015	Total	2013
Érosion des ventes	20 000	45 000	5 000	70 000	13 100
Économies coûts	10 000	15 000	5 000	30 000	13 000
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres <sup>(1)</sup>	40 000	5 000	-	45 000	39 323
Enregistrés	36 000	-	-	36 000	35 180
Tel qu'engagés	4 000	5 000	-	9 000	4 143
Réduction des stocks	8 000	22 000	10 000	40 000	4 200
Investissement en Immobilisations	7 000	9 000	-	16 000	2 357

(1) Représentera des déboursés de 13 000 \$.

Au 31 décembre 2013, la provision pour les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres s'élève à 15 185 \$ et est présentée à titre de passif courant dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. (Pour plus de détails à cet effet, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

### **Technologie**

L'exercice 2013 marque la finalisation du déploiement du progiciel de gestion intégré à la suite de l'implantation avec succès des deux dernières vagues. Depuis 2011, SAP a été implanté dans 37 centres de distribution et plus de 300 magasins à travers l'Amérique du Nord.

Le progiciel de gestion intégré permettra une amélioration du service à la clientèle et une précision accrue des données, une harmonisation et une amélioration des processus opérationnels, et par conséquent, de toutes les opérations. Le succès de l'implantation de ce logiciel permettra à la Société de supporter son optimisation et de poursuivre de sa stratégie de croissance, tout en améliorant continuellement ses activités.

### **Réduction de la dette**

Un des objectifs principaux de la Société était de générer des flux de trésorerie provenant de son exploitation afin de réduire sa dette. Les flux de trésorerie disponibles générés par le BAIIA combinés à une saine gestion du fonds de roulement ont permis une réduction de la dette de 31 609 \$, après avoir racheté 6 408 \$ d'actions en circulation.

### **En mode croissance**

Avec son réseau de distribution optimisé, son progiciel de gestion intégré, une dette réduite, un retour à la croissance organique et une amélioration du BAIIA ajusté, la Société est en mode croissance et en bonne position pour aller de l'avant avec sa stratégie de croissance.

## **EXERCICE 2012**

### **Restructuration, intégration et technologie**

*Les conditions économiques difficiles, principalement dans les régions du nord-est, ont marqué l'exercice 2012. Afin de contrer les effets néfastes de ces conditions de marché et de concrétiser les synergies liées aux acquisitions passées, la Société a établi un plan de consolidation du réseau de distribution.*

Ce plan a pour objectif la réduction des coûts fixes de la Société en consolidant et optimisant le réseau de distribution ainsi que la réduction du fonds de roulement. Des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres de 18 458 \$ avant impôts ont été encourus.

Une saine gestion du fonds de roulement a permis une réduction de la dette de l'ordre de 47 705 \$.

Finalement, la Société a poursuivi l'implantation du progiciel de gestion intégré dans 30 centres de distribution et plus de 190 magasins.

## **EXERCICE 2011**

### **Acquisitions, intégration et technologie**

*Année charnière avec l'acquisition de FinishMaster qui permet à la Société d'accroître ses activités, d'étendre sa présence géographique et de saisir des parts de marché dans le secteur de la carrosserie et de la peinture.*

La Société a mis en place une facilité de crédit comprenant une nouvelle entente de crédit de 450 000 \$, a procédé à l'émission de 49 700 \$ de débentures convertibles et a émis 49 400 \$ d'actions. Ce financement a permis l'acquisition de FinishMaster et de certains actifs de distribution de pièces automobile en Floride. Certains magasins ont été fusionnés dans une double optique de réaliser des synergies et d'offrir un éventail de produits plus complet à ses clients.

Au Canada, la Société a procédé à une réorganisation du réseau de distribution en fermant trois entrepôts et en en agrandissant un autre.

Dans une perspective de saine gestion des actifs, la Société s'est également départie de deux immeubles, dont un qui a été subséquemment loué.

Finalement, l'implantation du module opérationnel du progiciel de gestion intégré a débuté avec succès, dans 7 entrepôts et 21 magasins.

## ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, sauf les montants par action et les pourcentages)	Quatrième trimestre			Exercice		
	2013	2012	%	2013	2012	%
<b>Ventes</b>						
États-Unis	304 907	298 499	2,1	1 294 115	1 300 991	(0,5)
Canada	120 673	119 741	0,8	493 970	496 600	(0,5)
	425 580	418 240	1,8	1 788 085	1 797 591	(0,5)
<b>BAIIA</b>	19 818	10 398	90,6	92 379	87 100	6,1
<i>Marge du BAIIA</i>	4,7 %	2,5 %		5,2 %	4,8 %	
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré <sup>(1)</sup>	2 226	1 747		4 663	7 540	
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins <sup>(2)</sup>	2 431	165		4 143	165	
	4 657	1 912		8 806	7 705	
<b>BAIIA ajusté</b>	24 475	12 310	98,8	101 185	94 805	6,7
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	5,8 %	2,9 %		5,7 %	5,3 %	

(1) Comprend les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites.

(2) Correspond principalement aux frais de transport nécessaires au transfert des stocks.

### VENTES

#### QUATRIÈME TRIMESTRE :

Les ventes ont augmenté de 1,8 % comparativement au trimestre correspondant de 2012, soutenues par une croissance organique de 5,5 %. Les activités canadiennes et américaines ont enregistré respectivement une croissance organique de 6,5 % et 5,1 %.

La croissance organique est le résultat de la bonne performance des initiatives de ventes et du recrutement de nouveaux clients. L'amélioration du taux de service opérationnel grâce à une plus grande stabilité du progiciel de gestion intégré a également contribué à la croissance des ventes.

La croissance organique a par ailleurs complètement compensé les pertes de vente des établissements fermés en lien avec le Plan d'action, lesquelles représentent une diminution de 2,1 % des ventes ainsi que la faiblesse du dollar canadien qui représente une baisse de 1,6 %.

#### EXERCICE :

Les ventes ont diminué de 0,5 % comparativement à l'exercice 2012 et ont été affectées par la fermeture d'établissements, comme prévu au Plan d'action, représentant une diminution de 1,5 % ainsi que par la faiblesse du dollar canadien représentant une baisse de 0,8 %. Ces éléments ont été en partie compensés par une croissance organique de 1,9 %. Les opérations canadiennes et américaines ont enregistré respectivement une croissance organique de 2,3 % et 1,7 %. Les ventes ont été affectées, en début d'exercice, par plusieurs facteurs, notamment une demande plus faible des réparations saisonnières, reflétant les conditions économiques difficiles ainsi qu'un printemps tardif.

En décembre 2012, la Société a subi des interruptions de ses opérations à la suite du déploiement du progiciel de gestion intégré, nuisant au service à la clientèle. Ces interruptions ont été résolues à la fin janvier 2013. Depuis, nos activités en entrepôt se sont améliorées, enregistrant une croissance organique représentant 4,1 % au deuxième semestre.

## BAIIA AJUSTÉ

### QUATRIÈME TRIMESTRE :

La marge du BAIIA ajusté se chiffre à 5,8 % comparativement à 2,9 % pour le trimestre correspondant de 2012.

Cette amélioration de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à des économies de 8 700 \$ découlant du Plan d'action, dont la fermeture d'établissements non rentables ainsi que la réduction des effectifs, tout en maintenant le même niveau de service; la croissance organique des ventes qui a généré des profits bruts additionnels ainsi qu'au contrôle serré des dépenses.

Ces éléments ont été en partie compensés par un changement défavorable dans le mix des produits vendus et des canaux de distribution.

### EXERCICE :

La marge du BAIIA ajusté se chiffre à 5,7 % comparativement à 5,3 % pour l'exercice 2012.

Les économies de 13 000 \$ découlant du Plan d'action qui se sont matérialisées au cours de la période ont été en partie neutralisées par une stratégie de prix compétitive, un changement défavorable dans le mix des produits vendus et des canaux de distribution, ainsi que des protections de prix inférieures, affectant les bénéfices bruts. De plus, les dépenses d'exploitation ont également été affectées par des coûts imprévus de maintenance informatique afin de stabiliser le progiciel de gestion intégré au cours du premier trimestre.

## ANALYSE DES AUTRES POSTES ET DONNÉES RELATIVES AUX RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Charges financières, montant net	3 604	4 602	15 654	19 541

### QUATRIÈME TRIMESTRE :

La diminution des charges financières du trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- la réduction des taux d'intérêt résultant de la terminaison de tranches de swap portant intérêt à taux plus élevés; et
- la réduction de l'endettement.

*(Pour plus de détails à cet effet voir la note 5 aux états financiers consolidés.)*

### EXERCICE :

La diminution des charges financières de l'exercice comparativement à 2012 est attribuable aux mêmes facteurs que ceux cités dans le trimestre.

## DÉPRÉCIATION ET AMORTISSEMENTS

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Dépréciation et amortissements	7 490	6 644	29 297	26 873

### QUATRIÈME TRIMESTRE :

L'augmentation de la dépréciation et de l'amortissement pour le trimestre comparativement au trimestre correspondant de 2012 s'explique principalement par l'amortissement des immobilisations incorporelles lié au progiciel de gestion intégré, combiné à l'amortissement additionnel relativement au renouvellement de la flotte automobile, en partie compensés par l'atteinte de la fin de vie utile de certaines immobilisations corporelles et incorporelles.

*(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)*

### EXERCICE :

L'augmentation de la dépréciation et de l'amortissement de l'exercice comparativement à 2012 est attribuable aux mêmes facteurs que ceux cités dans le trimestre.

## FRAIS DE RESTRUCTURATION, RADIATION D'ACTIFS ET AUTRES

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	-	-	35 180	18 458

Ces frais, enregistrés au troisième trimestre de 2012 et deuxième trimestre de 2013, sont relatifs au plan d'optimisation et au Plan d'action tel que décrits dans la section « Revue opérationnelle des trois derniers exercices ». *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)*

## QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	580	642	2 652	2 630

Depuis le 1er janvier 2013, la Société applique la norme IFRS 11 « Coentreprises » de façon rétrospective. Selon la méthode de mise en équivalence, la quote-part de la Société du résultat net est maintenant présentée distinctement dans l'état des résultats consolidés. *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)*

## IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Impôts sur le résultat	(895)	(4 705)	(6 428)	(4 489)

### QUATRIÈME TRIMESTRE :

La variation des impôts du trimestre s'explique principalement par un changement dans la pondération géographique des résultats de la Société, comparativement au trimestre correspondant de 2012.

*(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 11 aux états financiers consolidés.)*

### EXERCICE :

La variation des impôts, excluant les frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, s'explique principalement par un changement dans la pondération géographique des résultats de la Société, comparativement à l'exercice 2012.

## RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté.

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages et montants par actions)	Quatrième trimestre			Exercice		
	2013	2012	%	2013	2012	%
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté</b>	<b>10 199</b>	<b>4 499</b>	<b>126,7</b>	<b>21 328</b>	<b>29 438</b>	<b>(27,5)</b>
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	-	-		23 926	11 543	
Éléments non récurrents, nets d'impôts	2 918	1 209		5 406	4 895	
<b>Résultat ajusté</b>	<b>13 117</b>	<b>5 708</b>	<b>129,8</b>	<b>50 660</b>	<b>45 876</b>	<b>10,4</b>
<b>Résultat net par action attribuable aux actionnaires, tel que présenté</b>	<b>0,48</b>	<b>0,21</b>	<b>128,6</b>	<b>1,00</b>	<b>1,36</b>	<b>(26,5)</b>
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	-	-		1,12	0,53	
Éléments non récurrents, nets d'impôts	0,14	0,06		0,25	0,23	
<b>Résultat par action ajusté</b>	<b>0,62</b>	<b>0,26</b>	<b>138,5</b>	<b>2,37</b>	<b>2,12</b>	<b>11,8</b>

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

La Société réalise des profits dans chacun des trimestres, mais historiquement, les deuxième et troisième trimestres génèrent plus de ventes que les premier et quatrième. Il convient toutefois de noter que le troisième trimestre de 2012 ainsi que le deuxième de 2013 ont été affectés par des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, respectivement de 18 458 \$ (11 543 \$ nets d'impôts) et 35 180 \$ (23 926 \$ net d'impôts), réduisant le résultat net.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers intermédiaires consolidés pour chacun des huit derniers trimestres.

(en milliers de \$US, sauf les pourcentages et montants par actions)	2013				2012 <sup>(1)</sup>			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
<b>Ventes</b>								
États-Unis	304 907	334 090	339 530	315 588	298 499	330 095	337 361	335 036
Canada	120 673	130 419	136 646	106 232	119 741	127 248	139 387	110 224
	425 580	464 509	476 176	421 820	418 240	457 343	476 748	445 260
BAIIA ajusté	24 475	30 079	29 320	17 311	12 310	24 672	31 221	26 602
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	5,8 %	6,5 %	6,2 %	4,1 %	2,9 %	5,4 %	6,5 %	6,0 %
BAIIA	19 818	28 847	27 786	15 928	10 398	23 270	29 524	23 908
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres	-	-	35 180	-	-	18 458	-	-
Résultat ajusté	13 117	14 987	15 561	6 995	5 708	11 359	15 998	12 811
Résultat net attribuable aux actionnaires	10 199	14 280	(9 295)	6 144	4 499	(1 078)	14 936	11 081
Résultat ajusté de base par action	0,62	0,70	0,72	0,33	0,26	0,53	0,74	0,59
Résultat net de base par action	0,48	0,67	(0,43)	0,29	0,21	(0,05)	0,69	0,51
Résultat net dilué par action	0,48	0,66	(0,43)	0,29	0,21	(0,05)	0,68	0,51
<i>Dividende versé par action (\$CAN)</i>	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13
Taux de change moyen des résultats	0,95 : \$1	0,96 : \$1	0,98 : \$1	0,99 : \$1	1,01 : \$1	1,00 : \$1	0,99 : \$1	1,01 : \$1

(1) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 « Coentreprises » et selon l'amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel ».

## FLUX DE TRÉSORERIE

### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(11 307)	22 078	76 812	102 397

#### QUATRIÈME TRIMESTRE :

La croissance du résultat net ainsi que les achats spéciaux inférieurs au cours du trimestre de 2013, ont été contrebalancés par la réduction des comptes payables combinés à la hausse des recevables en ligne avec les activités du trimestre. Au cours du trimestre correspondant de 2012, la Corporation avait généré des flux de trésorerie à l'aide de termes de paiement avantageux.

#### EXERCICE :

En 2013, la Corporation a bénéficié de termes de paiement avantageux qui ont été partiellement neutralisés par la hausse des recevables due à la croissance des ventes en fin d'exercice. Au cours de l'exercice précédent, la Corporation a généré des flux de trésorerie principalement par la réduction planifiée des stocks.

### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 287)	(12 270)	(22 450)	(42 355)

#### QUATRIÈME TRIMESTRE :

Au cours du quatrième trimestre de 2013, la cession d'actifs, en relation avec le Plan d'action, ainsi que l'encaissement d'avances aux marchands membres ont généré des flux monétaires, compensant en partie les autres activités d'investissement.

#### EXERCICE :

Comparativement à l'exercice précédent, les dépenses relatives au progiciel de gestion intégré, ont diminué puisque la transition est maintenant complétée. De plus, la Société a procédé à la cession d'actifs en relation avec le Plan d'action.

### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	12 579	(9 763)	(54 421)	(60 987)

#### QUATRIÈME TRIMESTRE :

La variation s'explique par une plus grande utilisation de la dette au cours du quatrième trimestre de 2013 afin de supporter le fonds de roulement.

#### EXERCICE :

Au cours des deux derniers exercices, la Société a réduit sa dette nette de 74 000 \$. La variation de l'exercice courant s'explique par un remboursement inférieur de la dette nette par rapport à l'exercice précédent.

## FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en milliers de \$US)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
<b>BAIIA</b>	<b>19 818</b>	<b>10 398</b>	<b>92 379</b>	<b>87 100</b>
Intérêts payés	(1 376)	(1 116)	(13 098)	(17 139)
Impôts sur le résultat récupérés (payés)	(1 849)	234	899	(1 370)
Achat d'immobilisations corporelles	(3 980)	(5 148)	(13 897)	(12 900)
Autres éléments hors caisse	(1 291)	1 011	(665)	1 653
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>11 322</b>	<b>5 378</b>	<b>65 618</b>	<b>57 344</b>

### QUATRIÈME TRIMESTRE :

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles provient principalement de l'augmentation du BAIIA.

### EXERCICE :

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles provient principalement de l'augmentation du BAIIA combinée à la diminution des intérêts payés compte tenu du niveau plus faible de la dette.

## FINANCEMENT

### SOURCES DE FINANCEMENT

*La société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.*

### FACILITÉ DE CRÉDIT

Au cours du premier trimestre, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit et en a prolongé l'échéance d'une année, soit jusqu'au 7 janvier 2017. La limite de crédit a subséquentement été réduite à 400 000 \$. *(Pour plus d'information sur la facilité de crédit, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)*

Au 31 décembre 2013, un montant de 120 000 \$ est non utilisé (116 000 \$ au 31 décembre 2012).

### PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs, et la Société, de son côté, effectue le paiement complet à l'institution financière, en fonction des termes prolongés conclus avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2013, ces ententes permettent à la Société de reporter 122 696 \$ (76 264 \$ au 31 décembre 2012) de déboursés pour lesquelles les termes de paiements ont été prolongés. La limite autorisée avec les institutions financières est de 175 000 \$. Ces montants sont présentés dans les créditeurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière. Ce programme est disponible à la demande et peut-être modifié par l'une ou l'autre des parties.

### DÉBENTURES CONVERTIBLES

Pour financer une partie de l'acquisition de FinishMaster, la Société a émis, en 2011, des débetures convertibles subordonnées, non garanties, portant intérêt à un taux annuel de 5,9%. Les débetures sont convertibles au gré du détenteur à un taux de conversion de 41,76 \$CAN par action. *(Pour plus d'information sur les débetures convertibles, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)*

## BESOINS DE FONDS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et ainsi supporter ses différentes initiatives stratégiques.

### BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2014 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs, dont le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules par le biais de contrats de location-financement et de l'équipement informatique pour environ 33 000 \$;
- le paiement de dividendes de l'ordre de 12 000 \$; et
- l'augmentation du fonds de roulement pour supporter la croissance organique qui sera en partie compensée par la réduction en cours des stocks.

### OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

#### Contrats de location-exploitation

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2024 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

#### Contrats de location-financement

La Société procède par voie de location-financement pour renouveler sa flotte de véhicules de livraison aux États-Unis. Les termes varient entre 36 et 96 mois selon les contrats. Au 31 décembre 2013, la valeur comptable des actifs loués qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles » est de 14 876 \$ (11 049 \$ au 31 décembre 2012).

Le tableau qui suit présente les différentes obligations contractuelles exigibles par période :

(en milliers de \$US)	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite
Dettes à long terme <sup>(1) (2)</sup>	5	5	46 834	262 751	5	14
Contrat de location-exploitation	39 528	31 999	27 965	19 880	14 340	13 694
Contrat de location-financement <sup>(3)</sup>	4 545	4 261	3 454	1 884	691	95
<b>Total</b>	<b>44 078</b>	<b>36 265</b>	<b>78 253</b>	<b>284 515</b>	<b>15 037</b>	<b>13 803</b>

(1) Inclut la facilité de crédit et les débetures convertibles

(2) Ne comprend pas les obligations liées aux intérêts sur la dette

(3) Comprend les obligations liées aux intérêts sur les contrats de locations-financement

### OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations déterminées. Les prestations reliées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les régimes de retraite à prestations définies sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont basées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Advenant une variation importante des taux d'actualisation, ou des hypothèses actuarielles, la Société se verrait dans l'obligation de combler l'écart.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014, la Société prévoit faire des contributions approximatives de 4 235 \$ pour ses régimes à prestations définies. (Pour plus de détails à cet effet, voir la note 20 aux états financiers consolidés.)

## TRANSACTIONS HORS BILANS – GARANTIES

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société.

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émise des lettres de crédit au montant de 13 720 \$ au 31 décembre 2013 (13 637 \$ au 31 décembre 2012). (Pour plus de détails à cet effet, voir la note 23 aux états financiers consolidés.)

## STRUCTURE DE CAPITAL

### Flexibilité et rendement pour les actionnaires

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital afin de pouvoir profiter des opportunités stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts y afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

## LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

La stratégie de la Société est de maintenir les directives et politiques suivantes afin de s'assurer de la flexibilité de la structure de capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total de l'avoir des actionnaires inférieur à 45 %;
- un ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total inférieur à 125 %;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA maximum de 3,5;
- un rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen de 9 % supérieur au taux d'intérêt sans risque;
- un dividende correspondant à environ 20 à 25 % du résultat ajusté de l'exercice précédent.

		31 déc. 2013	31 déc. 2012
(en milliers de \$US, sauf les pourcentages)			
<b>Composantes des ratios d'endettement :</b>			
Dette à long terme		277 715	309 389
Endettement total net		277 658	309 267
Total des capitaux propres (incluant les débetures convertibles)		535 584	533 304
<b>Ratios d'endettement <sup>(1)</sup> :</b>			
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total de l'avoir des actionnaires	Inférieur à 45 %	34,1 %	36,7 %
Ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total	Inférieur à 125 %	51,9 %	58,0 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA	Maximum 3,50	3,01	3,54
Rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen	Au moins 9 % supérieur au taux d'intérêt sans risque	9,8 %	8,7 %
Ratio de distribution de dividendes	20 à 25 % du résultat ajusté de l'exercice précédent	24,5 %	19,5 %

(1) Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de maintenir afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital.

La Direction de la Société revoit continuellement les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer le ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA à un niveau inférieur à 3,00.

Les ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total se sont améliorés en raison de la réduction de la dette.

L'amélioration du ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA est attribuable à la réduction de la dette combinée à l'augmentation du BAIIA.

L'augmentation du rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen est directement liée à la hausse du bénéfice ajusté de la Société.

*(Pour plus de détails sur la façon dont la Société calcul ces ratios, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

## CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles soient respectées. Au 31 décembre 2013, la Société répond à toutes les exigences requises. *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 25 aux états financiers consolidés).*

## DIVIDENDES

La Société a versé des dividendes trimestriels à ses actionnaires pour une vingt-sixième année consécutive. La Société a maintenu le même dividende qu'en 2012, soit 0,52 \$CAN par action ou 0,13 \$CAN par action trimestriellement. Il s'agit de dividendes déterminés aux fins d'impôt.

Le 27 février 2014, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2014 de 0,13 \$CAN par action payable le 22 avril 2014 aux actionnaires inscrits en date du 31 mars 2014.

Les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésoreries et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes seront déclarés dans le futur.

## INFORMATION SUR LE CAPITAL ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrième trimestre		Exercice	
	2013	2012	2013	2012
Nombre d'actions en circulation	21 264	21 551	21 264	21 551
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 279	21 591	21 411	21 623

En date du 31 janvier 2014, la Société a en circulation 21 263 669 actions.

## PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Pour la période close le 31 décembre 2013, la Société a racheté 287 501 actions ordinaires (87 366 en 2012) pour une contrepartie en espèces de 6 408 \$ (2 096 \$ en 2012) incluant une prime de 5 116 \$ (1 690 \$ en 2012) appliquée contre le résultat non distribué. Les rachats sont été effectués à un prix moyen de 22,87 \$CAN (23,74 \$CAN en 2012).

## ÉMISSION D' ACTIONS

Il n'y a eu aucune émission d'actions dans le cours normal des activités en 2013 et en 2012. La dernière émission, remontant à 2011, s'est effectuée à 26,10 \$CAN.

## RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'action différés ainsi qu'un régime d'unités d'action lié à la performance.

### **Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés cadres et des membres de la direction**

En 2012, la Société a amendé et mis à jour son régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction (« Régime d'options »). Un total de 1 700 000 actions est réservé pour émission en vertu des conditions amendées et mises à jour du Régime d'options. Les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées sous le plan amendé sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années. Au 31 décembre 2013, des options octroyées avant l'amendement pour l'émission de 320 823 actions ordinaires (60 000 au 31 décembre 2012) sont en circulation et 1 377 408 actions ordinaires (1 638 231 au 31 décembre 2012) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du Régime d'options. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, 298 338 options (aucune pour l'exercice clos le 31 décembre 2012) ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la direction de la Société, duquel 37 515 options ont été subséquemment renoncées ou expirées.

### **Régime d'unités d'actions différées**

Le 28 février 2013, la Société a formellement adopté un Régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs, des membres de la direction et des employés-cadres (« Régime UAD »). Sous le Régime UAD, les administrateurs sont tenus par le Conseil d'administration de recevoir une portion de leur rémunération sous forme d'unités d'actions différées (« UAD ») et, à leur discrétion, ils peuvent faire le choix de recevoir une portion additionnelle ou l'ensemble de leur rémunération sous forme d'UAD et ce, sujet à l'approbation du Conseil d'administration. Les membres de la direction et les employés-cadres doivent choisir de recevoir une portion de leur boni annuel sous le Régime de rémunération à court terme (« boni à court terme ») sous forme d'UAD s'ils ne respectent pas la détention d'actions minimum requise adoptée par le Conseil d'administration (« détention minimale »). Les membres de la direction et les employés-cadres peuvent faire le choix de recevoir une portion additionnelle ou l'ensemble de leur boni à court terme sous forme d'UAD.

La valeur d'une UAD est équivalente à celle d'une action ordinaire de la Société et les unités sont attribuées en fonction du prix moyen de clôture des actions ordinaires de la Société inscrites à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours précédant la date d'émission (« valeur UAD »). Des équivalents de dividendes sont attribués aux UAD en circulation en fonction des dividendes payés sur les actions ordinaires de la Société. Les UAD peuvent être rachetées par la Société après le décès, la retraite ou la cessation d'emploi d'un participant ou dans le cas d'un changement de contrôle. Le participant a alors le droit de recevoir un paiement en trésorerie pour chaque UAD correspondant à la valeur UAD calculée à la date de rachat pour chaque UAD.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a octroyé 34 976 UAD (11 456 UAD pour 2012) et a racheté 1 839 UAD. Une charge de rémunération de 737 \$ (262 \$ pour 2012) a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et 44 593 UAD sont en circulation au 31 décembre 2013.

### **Régime d'unités d'actions lié à la performance**

Le 28 février 2013, la Société a formellement adopté un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Sous les termes amendés du Régime de rémunération à long terme, certains employés-cadres reçoivent une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'une combinaison d'options d'achat d'actions ordinaires et d'unités d'actions liés à la performance (« UAP »). La valeur de chaque UAP est équivalente au prix moyen de clôture d'une action ordinaire de la Société inscrite à la TSX au cours des cinq jours précédant la date à laquelle la valeur sera déterminée (la « valeur UAP »). Les UAP sont acquises à la fin de la période de trois ans suivant la date d'émission, à la suite décès, à la retraite ou advenant un changement de contrôle (« événement de rachat »). Le détenteur a le droit de recevoir en trésorerie la valeur UAP pour chaque UAP acquise multipliée par un facteur de performance (variant entre 0 % et 180 %) basé sur l'atteinte de certains objectifs financiers. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a octroyé 108 811 UAP, desquelles 12 071 UAP ont été renoncées ou rachetées subséquemment. Une charge de rémunération de 720 \$ a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et 96 740 UAP sont en circulation au 31 décembre 2013.

*(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 19 aux états financiers consolidés.)*

## SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice, aucune acquisition majeure n'a eu lieu pouvant affecter de façon significative la situation financière par rapport au 31 décembre 2012. De plus, le taux de change est demeuré relativement stable par rapport à cette même période l'an passé. Peu de variations importantes sont ainsi à signaler au niveau de la situation financière relativement à ces facteurs.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié à l'état de la situation financière consolidée.

(en milliers de \$US)	31 déc. 2013	31 déc. 2012	Restructu- ration	Acquisitions ou cessions d'entreprises	Taux de change	Écart nets	Explication des écarts nets
Débiteurs et autres recevables	220 942	203 186	(2 176)	1 213	(3 750)	22 469	Dû à la hausse des ventes au cours du dernier trimestre de l'exercice.
Stocks	532 045	528 634	(10 422)	(2 999)	(5 777)	22 609	Principalement relié à la hausse des achats pour la dernière vague d'implantation du PGI, à de nouvelles lignes de produits et à la préparation pour l'ouverture d'un nouvel entrepôt.
Créditeurs et charges à payer	(341 429)	(309 104)	-	64	5 280	(37 669)	La Société a profité de meilleurs termes de paiement.
Autres éléments du fonds de roulement	10 517	32 237	(17 642)	(3)	161	(4 236)	
<b>Fonds de roulement excluant la trésorerie, et la portion court terme de la dette à long terme</b>	<b>422 075</b>	<b>454 953</b>	<b>(30 240)</b>	<b>(1 725)</b>	<b>(4 086)</b>	<b>3 173</b>	
Immobilisations incorporelles	140 598	153 572	(3 500)	(15)	(1 169)	(8 290)	L'amortissement a été supérieur aux investissements.
Dettes à long terme (incluant la portion court terme)	277 715	309 389	-	(3 574)	(85)	(28 015)	Le remboursement a été possible grâce aux flux monétaires générés par les activités d'exploitation.

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

### TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité exécutif. Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

(en milliers de \$US)	2013	2012
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 007	3 657
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	574	653
Autres avantages à long terme	-	930
Avantages fondés sur des actions	2 153	347
<b>Total de la rémunération</b>	<b>7 734</b>	<b>5 587</b>

Les montants de 2012 ont été modifiés afin qu'ils puissent être comparatifs au nombre de principaux dirigeants de 2013. De plus, les nouveaux programmes, dont les avantages fondés sur des actions, sont comptabilisés de façon accélérée par rapport aux programmes des exercices précédents.

Il n'y a pas eu d'autre opération entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012.

### AUTRES TRANSACTIONS

La Société a encouru des dépenses de loyer de 3 429 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (3 592 \$ pour 2012) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de cinq ans et moins.

Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % aux 31 décembre 2013 et 2012 se présentent comme suit :

Beck/Arnley Worldparts inc.	Uni-Sélect Eastern inc.	Achats Uni-Sélect inc.
FinishMaster inc.	Uni-Sélect Lux Holdco inc.	Achats Uni-Sélect, s.e.n.c.
North Shore Parts & Industrial Supplies Ltd.	Uni-Sélect Luxembourg S.à r.l.	Uni-Sélect Québec inc.
Plastique Royal inc.	Uni-Select Prairies inc.	Uni-Select USA Holdings inc.
Uni-Sélect Alberta inc.	Uni-Select Pacific inc.	Uni-Select USA inc.

## GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. Uni-Sélect maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés ci-dessous.

### RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

#### *La conjoncture économique*

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de pièces de remplacement pour automobiles et l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, l'industrie des pièces de remplacement est beaucoup moins affectée par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

#### *Inflation*

En ce qui a trait à l'inflation, la Direction estime qu'elle a un impact négligeable sur les résultats de la Société, étant donné que l'augmentation du prix des marchandises imposée par les manufacturiers est transmise aux consommateurs. Cependant, une inflation faible ou une déflation de la valeur des pièces de rechange sur le marché peuvent avoir une incidence négative sur la rentabilité de ses centres de distribution. Afin de réduire le risque de déflation de la valeur des pièces en stock, la Société a des ententes de compensation avec la majorité de ses fournisseurs.

#### *Distance parcourue*

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il existe un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société aux États-Unis. Uni-Select revoit régulièrement les routes de livraison aux États-Unis afin de s'assurer que celles-ci sont optimales et ainsi maintenir les coûts de livraison à un niveau respectable.

### RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

#### *Croissance du parc automobile*

La croissance du parc nord-américain de véhicules est relativement modeste, la réduction des ventes de véhicules neufs, en 2008 et 2009, a entraîné un vieillissement du parc automobile, qui engendre une augmentation de la demande de pièces de remplacement.

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération du nombre de pièces, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit plus de rôles et coûte plus cher à réparer, ce qui est favorable à l'industrie des pièces de remplacement.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et la prolifération des pièces. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique et au contenu électronique plus important dans les véhicules favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

#### *Produits*

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le succès d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est aléatoire. La Société bénéficie

d'assurances responsabilités. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

### **Technologie**

Le développement technologique continu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies modernes et performantes en matière de gestion des données, gestion d'entrepôts et de télécommunication.

### **Risques environnementaux**

L'activité de distribution de peinture comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture pourrait avoir des conséquences environnementales par la pollution de l'air ou des sols, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont en général bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

## **RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION**

### **Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie de Uni-Sélect**

Dans le marché des pièces de remplacement pour véhicules, le modèle d'affaires de Uni-Sélect, qui consiste à desservir principalement des grossistes indépendants (plutôt qu'un réseau de succursales corporatives et d'installateurs indépendants), impose à la Société des exigences particulières afin d'assurer la loyauté et la pérennité de son réseau de clients. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires totale incluant de bonnes conditions d'achat, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres. Dans le contexte de consolidation de l'industrie, qui se fait aussi au niveau des grossistes, la Société a développé des programmes visant à faciliter l'expansion par acquisition de ces derniers.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins de pièces de remplacement, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille, à un employé ou à un autre client du réseau Uni-Sélect. Le cas échéant, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ce grossiste afin de protéger son réseau de distribution.

La stratégie de croissance par acquisition de la Société, surtout aux États-Unis, comporte sa part de risques. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société poursuit notamment une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente sévère et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante, en particulier aux États-Unis.

### **Compétition**

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive, la disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect compétitionne principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales et régionales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs internet. La compétition varie d'un marché à l'autre et certains compétiteurs peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction de prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles entraînant ainsi une baisse de la profitabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et service de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux compétiteurs.

### **Les systèmes d'opérations et systèmes financiers**

En décembre 2013, la Société a complété le déploiement de son progiciel de gestion intégré, lequel avait débuté en 2010, et a, par le fait même, éliminé le risque d'intégration et de gestion du changement lié à ce déploiement.

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait potentiellement avoir un impact sur les revenus et les résultats d'opération.

Pour atténuer ce risque, la Société a mise en place un plan de relève en cas de désastre, lequel inclut des sauvegardes journalières, une redondance de circuits de télécommunication, une redondance matérielle et de l'hébergement externe de serveurs dans des sites spécialisés.

### **Ressources humaines**

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et de avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société a mis en place au fil des ans plusieurs programmes et outils afin de stimuler ses employés dont :

- les ateliers « Build A Car » sur la gestion du changement;
- des programmes de formation de leadership et de développement accéléré des talents; et
- les prix de reconnaissance « Créateur de valeur », « Performance » ainsi que les Prix du président.

### **Plan d'optimisation du réseau de distribution**

Le Plan d'action, annoncé en juillet, comprend l'optimisation majeure du réseau de distribution américain ainsi que de nombreuses améliorations opérationnelles qui devraient générer des économies d'environ 30 000 \$ sur une base annualisée (approximativement 10 000 \$ en 2013, 15 000 \$ additionnels en 2014 et une incidence complète en 2015).

Le plan inclut la fermeture, la cession ou la consolidation de 43 magasins dans des régions à faible potentiel; la réorganisation du réseau de distribution mettant l'accent sur une sélection des grands centres de distribution (fermeture de 12 centres de distribution et ouverture de 2 centres de distribution régionaux) et des améliorations au niveau de l'exploitation afin d'améliorer le rendement (telles que l'investissement de 8 000 \$ dans une douzaine de centres de distribution); l'amélioration des processus orientée sur un meilleur niveau de service, une meilleure stratégie de prix ainsi qu'une réduction des effectifs et des dépenses.

Des frais non récurrents de restructuration, radiation d'actifs et autres estimés à 45 000 \$ devront être pris en charge, dont 36 000 \$ ont été enregistrés en 2013. Le solde sera enregistré lorsqu'encouru. Le décaissement estimé qui en résultera devrait être d'environ 13 000 \$ après impôts et devrait être complètement compensé par une réduction des stocks approximative de 40 000 \$.

Des délais dans l'exécution ainsi que des changements défavorables dans les conditions économiques et/ou de marché pourraient réduire les bénéfices ou augmenter les sorties de fonds découlant du plan. Afin d'atténuer ce risque, la Société a dédié des ressources et mis-en-place des processus pour surveiller de près sa réalisation. Au 31 décembre 2013, le Plan progresse tel que planifié et la finalisation est prévue pour la fin de 2014. *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)*

## RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

### **Juste valeur**

La juste valeur de la plupart des instruments financiers de la Société se rapproche de leur valeur comptable en raison des courtes échéances. C'est le cas, entre autres, de la trésorerie, des débiteurs et autres recevables, des créditeurs et charges à payer, des dettes bancaires et des dividendes à payer. La juste valeur de la dette à long terme quant à elle a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait renégocié en fonction des conditions du marché actuel.

### **Risque de liquidité**

Ce risque est traité dans la section « Source de financement et besoin de fonds ».

### **Risque de crédit**

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de ses comptes débiteurs et autres recevables et placements et avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour tous les comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

En outre, la Société détient en garantie des biens personnels et actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

### **Risque de change**

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société et de ses filiales. Selon la Direction, le risque est minimal que des variations des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La plus récente analyse de la Société démontre qu'une variation de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain, aurait un impact de 0,01 \$ par action sur les résultats de la Société. Cet impact est strictement de nature comptable et n'affecte en rien les flux monétaires.

Par ailleurs, la Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollar américain. *(Pour plus de détail à cet effet, voir note 16 aux états financiers consolidés.)*

### **Risque de taux d'intérêt**

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société utilise des instruments financiers dérivés, soit des contrats de swap consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation. Le contrat actuel de 80 000 \$ vient à échéance en 2016.

Toute chose étant égale par ailleurs, une variation favorable ou défavorable de 0,25 % du taux de base aurait un impact d'environ 0,013 \$ par action sur les résultats. *(Pour plus de détails sur les instruments financiers, voir la note 26 aux états financiers consolidés.)*

## MÉTHODES COMPTABLES

### ADOPTÉES EN 2013

#### AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de comptabilisation et de présentation précédemment permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies. La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective en lien avec ses dispositions transitoires. L'application rétrospective de cet amendement a augmenté la dépense des avantages du personnel de 824 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le résultat net a diminué de 603 \$, déduction faite des impôts de 221 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les résultats par action de base et dilués ont diminué de 0,03 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le gain actuariel des régimes de retraite à prestations définies a augmenté de 603 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En novembre 2013, l'IASB a également publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel » qui clarifie que les entités ont le droit de déduire les contributions qui ne sont pas reliées au nombre d'années de service du coût de service durant la période où le service est rendu. Cet amendement s'applique pour les exercices commençant le ou après le 1er juillet 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2013, et ce changement n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés de la Société.

#### COENTREPRISES

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, tel que c'était pour l'IAS 31. La norme exige le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Avant l'adoption de cette norme, la Société appliquait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, mais applique maintenant la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part de la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sont maintenant présentées sur une seule ligne dans l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé des résultats et l'état consolidé du résultat global, respectivement. La Société a appliqué cette norme à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective en lien avec ses dispositions transitoires. Les produits et dépenses consolidés de la Société et l'information géographique excluent maintenant l'information financière des coentreprises.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS – PRÉSENTATION

En mai 2012, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». Cet amendement exige aux entreprises de comptabiliser l'impôt sur le résultat relatif aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres et aux coûts de transaction de capitaux propres selon les directives de l'IAS 12 « Impôt sur le résultat ». La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective, et ce en lien avec ses dispositions transitoires. Il n'y a eu aucun impact sur les états financiers consolidés de la Société.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujets aux accords généraux applicables de compensation. La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les états financiers consolidés de la Société.

## ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucun impact sur les états financiers consolidés de la Société.

## DIVULGATION DES PARTICIPATIONS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgence des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également des exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers consolidés de la Société.

## ÉVALUATION À LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite l'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS précédentes, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur étaient réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes. La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base prospective.

## DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

En mai 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 36 « Dépréciation d'actifs », exigeant des divulgations supplémentaires sur le montant recouvrable des actifs non financiers dépréciés si ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1er janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2013, et ce changement n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés de la Société.

## MÉTHODES COMPTABLES FUTURES

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, certaines nouvelles normes, amendements et interprétations de normes existantes ont été publiés par l'IASB, mais ne sont pas effectifs à ce jour et n'ont pas été adoptés par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, amendements et interprétations qui sont susceptibles d'avoir un impact sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillés ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

## INSTRUMENTS FINANCIERS – PRÉSENTATION

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », portant sur la signification du terme « actuellement titulaire d'un droit de compensation opposable » et l'application de réalisation et de règlement simultané pour appliquer les exigences de compensation. Cet amendement s'applique pour les exercices commençant le ou après le 1er janvier 2014. L'application de cet amendement n'aura pas d'impact matériel sur les états financiers consolidés de la Société de l'exercice 2014.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS : COMPTABILISATION ET ÉVALUATION**

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation », qui prévoient le maintien de la comptabilité de couverture dans des cas spécifiques où un instrument dérivé désigné comme instrument de couverture est remplacé par un instrument dérivé sujet à une compensation par une contrepartie centrale afin de respecter les lois ou les règlements locaux. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1er janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces amendements.

### **INSTRUMENTS FINANCIERS**

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». La norme décrit le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les modèles d'évaluation de l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte comptant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net.

IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres et ces instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais du résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur l'investissement, sont comptabilisés au résultat net; toutefois, les autres gains ou pertes (incluant les pertes de valeur) liés à ces instruments sont laissés indéfiniment au cumul des autres éléments du résultat global.

En novembre 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IFRS 9 « Instruments financiers » qui incluent un nouveau chapitre sur la comptabilité de couverture remplaçant l'IAS 39 et des améliorations à la présentation des changements de la juste valeur de la dette interne d'une entité. La date d'application du 1er janvier 2015 a été retirée et n'a pas encore été déterminée, mais l'adoption anticipée est encore permise.

La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ou déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

### **UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT**

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

### **ESTIMATIONS**

#### ***Regroupement d'entreprises***

À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur basée sur les estimés des flux de trésorerie futurs. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Voir la note 8 aux états financiers consolidés pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés durant les deux derniers exercices.)*

#### ***Constatation des ventes***

Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, garanties et remises sur ventes et rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

### **Évaluation des stocks**

La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, rabais volume et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

### **Provision pour stocks excédentaires ou désuets**

La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état consolidé de la situation financière. La Direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Voir la note 3 aux états financiers consolidés pour plus de renseignements.)*

### **Dépréciation des actifs non financiers**

La Société utilise des estimations et hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées dans le cadre du plan de consolidation du réseau de distribution présenté à la note 7, aucune perte de valeur ou reprise de pertes antérieures n'ont été comptabilisées dans les actifs non courants de la Société. *(Voir les notes 7 et 15 aux états financiers consolidés pour plus de renseignements.)*

### **Impôts différés**

La Société estime ses actifs et passifs d'impôts différés fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

### **Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi**

Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations de ces obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des incertitudes quant aux estimations existent et celles-ci peuvent varier d'une façon importante dans les évaluations futures des obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Voir la note 20 aux états financiers consolidés pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012.)*

### **Efficacité de couverture**

La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir un impact sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

### **Provisions**

La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque fin d'exercice et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Voir la note 3 aux états financiers consolidés pour plus de renseignements.)*

## **JUGEMENTS**

### **Contrats de location**

La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. *(Voir la note 3 aux états financiers consolidés pour plus de renseignements.)*

### **Indice de dépréciation des actifs**

La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement qui indique une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à cet actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction telles que décrites à la section précédente.

### **Comptabilité de couverture**

Au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

## **MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS**

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les différentes définitions des termes utilisés par la Direction qui ne sont pas définis selon les IFRS :

<b>Croissance organique</b>	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, du nombre différent de journées de facturation. Uni-Sélect utilise cette mesure, car elle aide à juger de l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
-----------------------------	---

BAIIA	Le BAIIA représente le résultat avant les éléments suivants : charges financières, dépréciation et amortissement, frais de restructuration, radiation d'actifs et autres, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, impôts sur le résultat et résultats attribuables aux participations sans contrôle. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information complémentaire.
Marge du BAIIA	Ce ratio correspond au BAIIA divisé par les ventes.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant d'activités d'exploitation, excluant certains ajustements, déduction faite des impôts sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, aux frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, aux frais de fermeture et de cession de magasins et aux frais de restructuration, radiation d'actifs et autres.</p> <p>Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Flux de trésorerie disponibles	<p>Cette mesure correspond au BAIIA moins les éléments suivants : les autres éléments hors caisse selon l'état des flux de trésorerie, les intérêts payés, les impôts payés et les acquisitions d'immobilisations corporelles. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulements (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon l'état des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative au tableau consolidé des flux de trésorerie ou comme mesure de liquidité, mais comme information additionnelle.</p>
Endettement total net	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme ( <i>selon la note 16 aux états financiers consolidés</i> ), nette de la trésorerie.
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total de l'avoir des actionnaires	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net, des débetures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Ratio de la dette à long terme sur l'avoir des actionnaires total	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme ( <i>selon la note 16 aux états financiers consolidés</i> ) divisée par la somme des débetures convertibles et de l'avoir des actionnaires total.
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA.
Rendement ajusté de l'avoir des actionnaires total moyen	Ce ratio correspond au résultat net ajusté des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres ainsi que des frais non récurrents liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins, divisé par l'avoir des actionnaires total moyen.

## DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par tranche de 1,00 \$CAN :

	31 déc. 2013	31 déc. 2012	31 déc. 2011
<b>Moyenne pour la période</b>			
Aux fins de l'état des résultats consolidé	0,97	1,00	1,01
<b>Fin de la période</b>			
Aux fins de l'état des résultats de la situation financière consolidée	0,94	1,00	0,98

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans les états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des activités canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

## EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction planifie et effectue une vérification relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs « le règlement 52-109 ». Ces travaux sont effectués selon le cadre de contrôle original reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

### CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2013, le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

### CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2013 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS. Au fil des années, plusieurs contrôles compensatoires ont été ajoutés aux divers contrôles automatisés des systèmes en place afin de pallier aux risques que pourraient engendrer les interfaces entre les systèmes, lesquels sont en processus de changement.

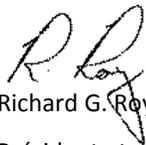
Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, aucun changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

## PERSPECTIVES

Au cours de 2014, Uni-Sélect se concentrera sur la réalisation du plan stratégique 2012-2015 centré sur le service à la clientèle, les ventes, les opérations ainsi que la marge d'exploitation. Plus spécifiquement, la Société :

- exécutera le Plan d'action 2013, afin d'optimiser ses opérations en réduisant son niveau de stocks et en réalisant ses objectifs de réduction de coûts. La finalisation du Plan est prévue pour la fin de l'exercice 2014;
- poursuivra sa croissance organique en recrutant de nouveaux clients, en intensifiant la conversion à ses programmes de bannières, en profitant des occasions d'affaires dans le secteur de la distribution de peinture et en améliorant son offre de produits; et
- améliorera la marge du BAIIA, en tirant avantage des bénéfices du Plan d'action, des initiatives de réductions de coûts en cours et du progiciel de gestion intégré ainsi qu'en affinant sa stratégie de prix.

La Direction est confiante que ces différentes initiatives contribueront à l'amélioration de la rentabilité, à la croissance future ainsi qu'à la réduction de la dette.



Richard G. Roy, FCPA, FCA

Président et chef de la direction



Denis Mathieu, CPA, CA, MBA

Vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 27 février 2014.

# États financiers consolidés

au 31 décembre 2013

Rapport de la direction	<b>50</b>
Rapport de l'auditeur indépendant	<b>51</b>
État consolidé des résultats	<b>52</b>
État consolidé du résultat global	<b>53</b>
État consolidé des variations des capitaux propres	<b>54</b>
Tableau consolidé des flux de trésorerie	<b>55</b>
État consolidé de la situation financière	<b>56</b>
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	<b>57</b>

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») adoptées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») et ont été approuvés par le Conseil d'administration le 27 février 2014.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le Conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au Conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Raymond Chabot Grant Thornton (S.E.N.C.R.L.).

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif, services corporatifs et  
chef de la direction financière,



Richard G. Roy, PCPA, FCA



Denis Mathieu, CPA, CA, MBA

Boucherville  
Le 27 février 2014

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de  
Uni-Sélect inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Uni-Sélect inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2013 et 2012 et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## **Responsabilité de la Direction pour les états financiers consolidés**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Uni-Sélect inc. aux 31 décembre 2013 et 2012 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, conformément aux Normes internationales d'information financière.

/s/ Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>

Montréal (Canada)  
Le 27 février 2014

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA comptabilité publique permis № A105359

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action)

	Exercice clos le	
	2013	2012
<b>Ventes</b>	<b>1 788 085</b>	<b>1 797 591</b>
Résultat avant les éléments suivants :	<b>92 379</b>	<b>87 100</b>
Charges financières, montant net (note 5)	<b>15 654</b>	<b>19 541</b>
Dépréciation et amortissement (note 6)	<b>29 297</b>	<b>26 873</b>
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	<b>35 180</b>	<b>18 458</b>
Résultats avant la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat	<b>12 248</b>	<b>22 228</b>
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 13)	<b>2 652</b>	<b>2 630</b>
Résultat avant l'impôt sur le résultat	<b>14 900</b>	<b>24 858</b>
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 11)		
Exigible	<b>4 627</b>	<b>2 772</b>
Différé	<b>(11 055)</b>	<b>(7 261)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>21 328</b>	<b>29 347</b>
Attribuable aux actionnaires	<b>21 328</b>	<b>29 438</b>
Attribuable aux actionnaires sans contrôle	<b>-</b>	<b>(91)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>21 328</b>	<b>29 347</b>
<b>Résultat par action de base et dilué</b> (note 9)	<b>1,00</b>	<b>1,36</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b> (en milliers) (note 9)		
De base	<b>21 411</b>	<b>21 623</b>
Dilué	<b>21 411</b>	<b>21 624</b>

L'état consolidé des résultats par nature est présenté à la note 28.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars américains)

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2013	2012
<b>Résultat net</b>	<b>21 328</b>	29 347
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :		
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (net d'un recouvrement d'impôts de 57 \$ (496 \$ en 2012))	(155)	(1 330)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (net d'impôts de 341 \$ (650 \$ en 2012))	873	1 790
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation	11 920	(4 916)
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères	(17 550)	6 888
	(4 912)	2 432
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :		
Réévaluation du passif net des régimes de retraite à prestations définies (net d'impôts de 1 617 \$ (422 \$ en 2012)) (note 20)	4 283	1 151
Total des autres éléments du résultat global	(629)	3 583
Résultat global	20 699	32 930
Attribuable aux actionnaires	20 699	33 021
Attribuable aux actionnaires sans contrôle	-	(91)
<b>Résultat global</b>	<b>20 699</b>	32 930

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars américains)

	Attribuable aux actionnaires							
	Capital- actions	Surplus d'apport	Composante équité des déventures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 21)	Total	Participations sans contrôle	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 décembre 2011</b>	<b>88 940</b>	<b>452</b>	<b>1 687</b>	<b>367 272</b>	<b>6 229</b>	<b>464 580</b>	<b>1 033</b>	<b>465 613</b>
Résultat net	-	-	-	29 438	-	29 438	(91)	29 347
Autres éléments du résultat global	-	-	-	1 151	2 432	3 583	-	3 583
Résultat global	-	-	-	30 589	2 432	33 021	(91)	32 930
Contributions et distributions aux actionnaires :								
Émission d'actions (note 18)	29	-	-	-	-	29	-	29
Rachat d'actions (note 18)	(406)	-	-	(1 690)	-	(2 096)	-	(2 096)
Dividendes	-	-	-	(11 269)	-	(11 269)	-	(11 269)
Paiements fondés sur des actions (note 19)	-	38	-	-	-	38	-	38
	(377)	38	-	(12 959)	-	(13 298)	-	(13 298)
Variations des participations dans des filiales qui ne résultent pas en une perte de contrôle :								
Rachat des participations sans contrôle	-	(98)	-	-	-	(98)	(955)	(1 053)
Écart de conversion de devises sur les participations sans contrôle	-	-	-	-	-	-	13	13
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>88 563</b>	<b>392</b>	<b>1 687</b>	<b>384 902</b>	<b>8 661</b>	<b>484 205</b>	<b>-</b>	<b>484 205</b>
Résultat net	-	-	-	21 328	-	21 328	-	21 328
Autres éléments du résultat global	-	-	-	4 283	(4 912)	(629)	-	(629)
Résultat global	-	-	-	25 611	(4 912)	20 699	-	20 699
Contributions et distributions aux actionnaires :								
Rachat d'actions (note 18)	(1 292)	-	-	(5 116)	-	(6 408)	-	(6 408)
Dividendes	-	-	-	(10 681)	-	(10 681)	-	(10 681)
Paiements fondés sur des actions (note 19)	-	940	-	-	-	940	-	940
	(1 292)	940	-	(15 797)	-	(16 149)	-	(16 149)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>87 271</b>	<b>1 332</b>	<b>1 687</b>	<b>394 716</b>	<b>3 749</b>	<b>488 755</b>	<b>-</b>	<b>488 755</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars américains)

	Exercice clos le	
	2013	2012
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Résultat net	21 328	29 347
Éléments hors caisse :		
Charges financières, montant net (note 5)	15 654	19 541
Dépréciation et amortissement (note 6)	29 297	26 873
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	35 180	15 037
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice	(982)	(584)
Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 11)	(6 428)	(4 489)
Autres éléments hors caisse	(665)	1 653
Variation des éléments du fonds de roulement (note 10)	(4 373)	33 528
Intérêts payés	(13 098)	(17 139)
Impôt sur le résultat récupéré (payé)	899	(1 370)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	76 812	102 397
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'entreprise (note 8)	(1 467)	(6 346)
Rachat des participations sans contrôle (note 8)	-	(1 053)
Produit de la cession d'entreprises (note 7, 13)	5 040	522
Solde de prix d'achat	(508)	(596)
Avances aux marchands membres	(15 278)	(12 840)
Encaissements sur les placements et les avances à des marchands membres	9 838	4 659
Dividendes reçus des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	916	943
Acquisition d'immobilisations corporelles	(13 897)	(12 900)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1 828	680
Acquisition et développement d'immobilisations incorporelles	(8 922)	(15 424)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(22 450)	(42 355)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation de la dette à long terme	236 669	54 949
Remboursement sur la dette à long terme	(273 616)	(102 654)
Dépôts de garantie des marchands membres	(329)	(152)
Émission d'actions (note 18)	-	29
Rachat d'actions (note 18)	(6 408)	(2 096)
Dividendes versés	(10 737)	(11 063)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(54 421)	(60 987)
Écart de conversion	(6)	12
Diminution nette de la trésorerie	(65)	(933)
Trésorerie au début	122	1 055
Trésorerie à la fin	57	122

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

# ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars américains)

31 décembre

	2013	2012
<b>ACTIF</b>		
Actifs courants :		
Trésorerie	57	122
Débiteurs et autres recevables (note 12)	220 942	203 186
Impôt sur le résultat à recevoir	16 883	27 917
Stocks	532 045	528 634
Frais payés d'avance	11 417	11 527
Total des actifs courants	781 344	771 386
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et avances aux marchands membres (note 13)	36 855	36 249
Immobilisations corporelles (note 14)	49 494	49 731
Immobilisations incorporelles (note 15)	140 598	153 572
Goodwill (note 15)	184 449	187 081
Actif d'impôt différé (note 11)	13 151	4 642
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 205 891</b>	<b>1 202 661</b>
<b>PASSIF</b>		
Passifs courants :		
Créditeurs et charges à payer	341 429	309 104
Provision pour les frais de restructuration et autres (note 7)	15 185	4 392
Dividendes à payer	2 598	2 815
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres	4 667	19 073
Total des passifs courants	363 879	335 384
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme (notes 19 et 20)	19 561	26 903
Dette à long terme (note 16)	273 165	290 476
Débtentures convertibles (note 16)	46 829	49 099
Dépôts de garantie des marchands membres (note 17)	6 988	7 768
Instruments financiers dérivés (note 26)	890	1 891
Passif d'impôt différé (note 11)	5 824	6 935
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>717 136</b>	<b>718 456</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 18)	87 271	88 563
Surplus d'apport	1 332	392
Composante équité des débtentures convertibles (note 16)	1 687	1 687
Résultats non distribués	394 716	384 902
Cumul des autres éléments du résultat global (note 21)	3 749	8 661
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>488 755</b>	<b>484 205</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 205 891</b>	<b>1 202 661</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil d'administration,

  
**Robert Chevrier, FCPA, FCA**  
 Administrateur

  
**John A. Hanna, FCPA, FCGA**  
 Administrateur

# NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars américains, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

## 1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Select ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage, d'accessoires, de peinture et de produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

## 2 - BASE DE PRÉSENTATION

### Déclaration de conformité

Ces états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La publication des états financiers consolidés a été approuvée et autorisée par le Conseil d'administration de la Société le 27 février 2014.

### Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évalués à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, ajustée pour tenir compte des coûts des services passés non comptabilisés et diminuée du montant net des actifs du régime.

### Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

### Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

#### *Estimations*

Regroupement d'entreprises : à la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur basée sur les estimations des flux de trésorerie futurs. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 8 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprise complétés durant les deux derniers exercices.

Constatations des ventes : des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, garanties et remises sur ventes et rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : la Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, rabais volume et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

## 2 - BASE D'ÉTABLISSEMENT (SUITE)

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : la Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état consolidé de la situation financière. La Direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers: la Société utilise des estimations et hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésorerie (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées dans le cadre du plan de consolidation du réseau de distribution présenté à la note 7, aucune perte de valeur ou reprise de pertes antérieures n'ont été comptabilisées dans les actifs non courants de la Société. Voir les notes 7 et 15 pour plus de renseignements.

Impôts différés : la Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations de ces obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des incertitudes quant aux estimations existent et celles-ci peuvent varier d'une façon importante dans les évaluations futures des obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 20 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012.

Efficacité de couverture : la Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : la Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque fin d'exercice et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

### *Jugements*

Contrats de location : la Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs : la Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à cet actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à tous les exercices présentés dans ces états financiers consolidés, sauf indication contraire.

#### **Méthode de consolidation**

##### **(i) Regroupements d'entreprise**

La Société applique la méthode de l'acquisition dans la comptabilisation des regroupements d'entreprise. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, pour lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle.

La Société évalue le goodwill à la date d'acquisition comme la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

La Société choisit d'évaluer, transaction par transaction, à la date d'acquisition, toute participation ne donnant pas le contrôle soit à la juste valeur, soit à la valeur correspondant à la quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé.

Les coûts de transaction, autres que ceux liés à l'émission de titres de créances ou de capitaux propres, que la Société assume dans le cadre des efforts d'acquisition d'entreprises sont comptabilisés en charge à mesure qu'ils sont engagés.

La contrepartie éventuelle est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition, et les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

##### **(ii) Filiales**

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, de par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les états financiers consolidés comprennent les comptes des filiales depuis la date de la prise de contrôle jusqu'à la date de la perte de contrôle. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées, au besoin, afin qu'elles cadrent avec celles adoptées par la Société.

##### **(iii) Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (coentreprises)**

Les coentreprises sont des entreprises dont les activités sont contrôlées conjointement par la Société, aux termes d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés comprennent les quotes-parts des actifs nets des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation, et sont comptabilisées à partir de la date à laquelle la Société commence à exercer un contrôle conjoint jusqu'à la date à laquelle elle cesse d'exercer un contrôle conjoint. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les dividendes reçus des coentreprises sont comptabilisés en réduction du placement. Les quotes-parts du résultat net des coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation sont comptabilisées dans la « quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence » dans l'état consolidé des résultats.

##### **(iv) Transactions éliminées au moment de la consolidation**

Les soldes et les transactions intragroupes ainsi que les profits et pertes latents qui découlent de transactions intragroupes sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

#### **Constatation des ventes**

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des provisions pour droit de retour et garanties et autres remises sur ventes et rabais volume, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la Direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable.

La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes et biens et certaines garanties. Au moment où la Société constate la vente, elle comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction.

#### **Stocks**

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et comprend les coûts d'acquisition, déduction faite des rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

#### **Investissements dans des clients**

La Société effectue des investissements au comptant, de stocks et de matériel auprès de certains clients en contrepartie des ententes d'achat pluriannuelles. Ces investissements sont comptabilisés à leur valeur nette de réalisation et sont amortis sur une base linéaire en diminution des ventes sur la durée de l'engagement d'achat.

Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de l'investissement non amorti, net des dommages-intérêts, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des dépréciations et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à la préparation de l'actif pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est déprécié en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes
Pavage	Dégressif	12 ans
Bâtiments	Linéaire et dégressif	20 à 40 ans
Mobilier et équipements	Linéaire et dégressif	5 à 10 ans
Logiciel d'exploitation et matériel roulant	Dégressif	3 à 5 ans
Équipement informatique	Linéaire	5 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules en vertu des contrats de location-financement	Linéaire	Durée des baux

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque fin d'exercice.

#### Immobilisations incorporelles

La Société comptabilise, à titre d'immobilisations incorporelles générées à l'interne, les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Toute immobilisation incorporelle générée à l'interne qui n'est pas complétée est sujette à un test de dépréciation comme discuté dans la note 2, section « Dépréciation des actifs non financiers ».

Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts attribués sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprise, sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de profitabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties, mais sont plutôt soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable.

Les autres immobilisations incorporelles incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprise sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes
Relations clients	Linéaire	4 à 20 ans
Autres logiciels	Linéaire et dégressif	3 à 8 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque fin d'exercice. Toutes les charges de dépréciation et d'amortissement sont incluses dans l'état consolidé des résultats de la Société.

#### Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Voir la section sur les regroupements d'entreprise (note 3(i)) pour l'information quant au calcul initial du goodwill. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

#### Dépréciation du goodwill et des autres actifs non courants

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque fin d'exercice afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Le goodwill, les immobilisations incorporelles générées à l'interne qui ne sont pas complétées et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs de support de la Société ne génèrent pas d'entrées de trésorerie distinctes. S'il existe une indication qu'un actif de support a pu se déprécier, la valeur recouvrable est déterminée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la Direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

Les pertes de valeur au titre du goodwill ne sont pas reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque fin d'exercice afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

#### Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels la Société assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation de location-financement dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée de location et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » à l'état consolidé des résultats.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

#### Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de fin d'exercice, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé des actifs et des passifs aux fins de l'information financière est déterminé en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Il est mesuré en appliquant, à la date de fin de l'exercice, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber.

Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des placements dans des filiales et coentreprises n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés s'il y a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôts exigibles, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent de l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôt exigible et les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net et de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôts différés est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque fin d'exercice. Ils sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable et les actifs d'impôt différé qui n'avaient jusque-là pas été comptabilisés sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'ils seront réalisés.

Les variations des actifs ou passifs d'impôt différé sont comptabilisées au résultat net en tant que composante de la charge ou produit d'impôt, sauf dans la mesure où l'impôt différé se rapporte à des éléments comptabilisés aux autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auxquels cas l'impôt différé sera également comptabilisé respectivement aux autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Monnaie étrangère

##### (i) Transactions en monnaie étrangère et conversion des états financiers

Les états financiers de chacune des filiales de la Société sont mesurés en utilisant la monnaie fonctionnelle de l'entité comme présentés dans la note 2. Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle de l'entité au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la réévaluation des actifs et passifs monétaires qui ne sont pas libellés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité au taux de change de fin d'exercice sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats à l'exception des gains et pertes de change latents sur la dette désignée comme élément de couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont transférés au résultat net seulement lorsqu'une diminution de l'investissement net dans ces filiales étrangères est réalisée. Une filiale étrangère est une entité qui est une filiale, une entreprise associée ou une coentreprise de l'entité avec une monnaie fonctionnelle autre que celle de l'entité présentant l'information financière.

Les actifs et passifs, incluant le goodwill et les ajustements à la juste valeur résultant d'une acquisition, sont convertis à la monnaie de présentation au taux de change de la date de fin d'exercice lors de la consolidation. Les produits et charges des activités canadiennes sont convertis à la monnaie de présentation au taux de change moyen de l'exercice.

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Taux de conversion	1,064 \$CAN pour 1 \$US	0,997 \$CAN pour 1 \$US
Taux de conversion moyen	1,030 \$CAN pour 1 \$US	1,000 \$CAN pour 1 \$US

Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés dans les autres éléments du résultat global et la réserve au titre de l'écart de conversion des capitaux propres. Pour une filiale qui n'est pas entièrement détenue, la quote-part connexe à l'écart de conversion sera allouée aux parts des actionnaires sans contrôle.

##### (ii) Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés dans le compte des écarts de conversion cumulés. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Dans le cas de la sortie d'une portion de la partie couverte d'un investissement net, le montant cumulé connexe des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte résultant de la sortie.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

##### Obligations au titre des avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

##### Obligations au titre des avantages du personnel à long terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à long terme incluent les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre de la rémunération à base d'actions et les autres obligations relatives à la rémunération et aux avantages du personnel à long terme.

##### (i) Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de verser des cotisations supplémentaires. La Société verse des cotisations à plusieurs régimes d'avantages qui sont considérés comme des régimes à cotisations définies. Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La Société a adopté les méthodes suivantes pour tous les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminué de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, les avantages au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée immédiatement au résultat net;
- les gains actuariels ou les pertes actuarielles résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies.
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et les résultats non distribués dans les états financiers consolidés.

Le coût des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies est comptabilisé dans les « avantages du personnel » aux états financiers consolidés. Le produit ou la dépense d'intérêt net du surplus net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

#### (ii) Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires et des régimes réglés en trésorerie consistant en un régime d'unités d'actions différées et un régime d'unités d'actions lié à la performance.

La charge de rémunération pour les régimes réglés en instruments de capitaux propres est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle binomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque fin d'exercice. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

Pour la rémunération à base d'actions réglée en trésorerie, la juste valeur de la charge est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

#### Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les provisions de la Société comprennent les frais de restructuration incluant la liquidation de stocks excédentaires, les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et la comptabilisation des obligations futures liées à des baux.

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats de la Société.

#### Instruments financiers

##### (i) Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction à l'exception des actifs financiers et passifs financiers par le biais du résultat net qui sont initialement évalués à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend des objectifs visés lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société.

La Société a effectué les classements suivants :

- les prêts et créances et avances aux marchands membres sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie et les débiteurs sont classés comme prêts et créances. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.
- les créditeurs et charges à payer, les dividendes à payer, la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement), les débetures convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres sont classés comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### (ii) Dépréciation d'actifs financiers

Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier et que celui-ci peut être estimé de façon fiable.

Une indication objective de dépréciation des actifs financiers (y compris d'un titre de capitaux propres) peut inclure un défaut de paiement par un débiteur, la restructuration d'un montant dû à la Société selon des modalités que cette dernière n'aurait pas envisagées dans d'autres circonstances, des indications qu'un débiteur ou émetteur demande une protection de faillite, ou la disparition d'un marché actif pour un actif financier. De plus, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur d'un placement dans un titre de capitaux propres en dessous de son coût constitue également une indication objective de dépréciation.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes de valeur sont portées directement en diminution de la valeur comptable de tous les actifs financiers à l'exception des débiteurs pour lesquelles la valeur comptable est réduite via l'utilisation d'un compte de provision pour mauvaises créances. Lorsque le débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est radié à l'encontre du compte de provision pour mauvaises créances. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés au crédit et enregistrés à l'encontre du compte de provision pour mauvaises créances. Les variations de la valeur comptable du compte de provision pour mauvaises créances sont comptabilisées au résultat net. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement subséquent, la perte de valeur est reprise et comptabilisée au résultat net.

#### (iii) Instruments financiers composés

Les instruments financiers composés émis comprennent les débetures convertibles qui peuvent être converties en actions ordinaires de la Société au gré du détenteur et dont le nombre d'actions faisant l'objet d'une émission ne varie pas en fonction des fluctuations de leur juste valeur.

La composante passif d'un instrument financier composé est comptabilisée initialement à la juste valeur d'un passif similaire qui ne comporte aucune option de conversion en capitaux propres. La composante capitaux propres est comptabilisée initialement au titre de la différence déduction faite des impôts entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif. Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes passif et capitaux propres au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après la comptabilisation initiale, la composante passif d'un instrument financier composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante capitaux propres d'un instrument financier composé n'est pas réévaluée après la comptabilisation initiale. Lorsque et si l'option de conversion est exercée, la composante capitaux propres des débetures convertibles sera transférée au capital-actions. Si l'option de conversion expire sans être exercée, la composante capitaux propres des débetures convertibles sera transférée au surplus d'apport. Aucun gain ou perte est comptabilisé lors de la conversion ou l'expiration de l'option de conversion.

Les intérêts, dividendes, gains et pertes liés au passif financier sont comptabilisés au résultat net.

#### (iv) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Un traitement comptable spécifique est appliqué aux dérivés désignés comme éléments de couverture dans le cadre de relations de couverture de flux de trésorerie. Pour être admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit satisfaire à plusieurs conditions strictes en matière de documentation, de probabilité de réalisation de l'élément couvert et d'efficacité de la couverture. Tous les autres instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. La Société évalue, aussi bien au début de la couverture que de façon continue, si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée et si les résultats réels de chaque opération de couverture se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 %. Pour les couvertures de flux de trésorerie, une transaction prévue qui fait l'objet de la couverture doit être hautement probable et doit comporter une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait, au final, affecter le résultat net présenté.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt sur la dette de la Société. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

#### *Couvertures de flux de trésorerie*

La politique de la Société désigne en bonne et due forme les instruments financiers dérivés comme couverture de flux de trésorerie d'une dépense en intérêt prévue hautement probable. La partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est sorti et inclut au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

La Société utilise des contrats d'échange de taux d'intérêt pour la gestion des taux d'intérêt variables de sa dette et du coût d'emprunt global correspondant. Les contrats d'échange de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêt sans échange de capital nominal sur lequel les paiements sont fondés, et ils sont comptabilisés à titre d'ajustement des intérêts débiteurs couverts sur l'instrument d'emprunt. Le montant correspondant à payer des contreparties ou à recevoir des contreparties est pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus.

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les autres éléments du résultat global et qui est présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des autres éléments du résultat global est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

#### **(v) Produits financiers et charges financières**

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêt tirés de la trésorerie et des avances aux marchands membres. Les produits d'intérêt courus sont comptabilisés au résultat net, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges financières comprennent les charges d'intérêt sur les dettes bancaires, la dette à long terme, les dépôts de garantie des marchands membres, les intérêts nominaux et la charge de désactualisation sur les débentures convertibles, l'amortissement des coûts de transaction encourus dans le cadre de transactions d'emprunts, le reclassement au résultat net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés, la désactualisation des provisions et les pertes de valeur comptabilisées sur des actifs financiers. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition d'un actif qualifié sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié) sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées.

#### **Capital-actions**

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en réduction du capital-actions, après déduction de toute incidence fiscale.

Lorsque des actions comptabilisées dans les capitaux propres sont rachetées, le montant de la contrepartie payée, qui comprend les coûts directement attribuables, après déduction de toute incidence fiscale, est comptabilisé en réduction du capital-actions et des résultats non distribués. Les actions rachetées sont classées à titre d'actions propres et sont comptabilisées en réduction du total du capital-actions. Lorsque des actions propres sont vendues ou réémises par la suite, le montant reçu est comptabilisé comme une augmentation des capitaux propres, et l'excédent ou le déficit qui découle de la transaction est comptabilisé dans les résultats non distribués.

### 3 - MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

#### Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global comprend les différents éléments suivants présentés dans les capitaux propres.

#### *Écarts de conversion cumulés*

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités canadiennes à la monnaie de présentation de la Société, ainsi que la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères.

#### *Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie*

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

#### Résultats non distribués

##### *Gains et pertes actuariels cumulés des régimes à prestations définies*

Les gains et pertes actuariels cumulés comprennent tous les gains et pertes actuariels nets d'impôt des régimes à prestations définies comptabilisées après la date de transition aux IFRS. Ces gains et pertes sont appliqués en réduction des résultats non distribués.

#### Surplus d'apport

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options d'achat d'actions non exercées et les primes de rachat d'actions ordinaires de la Société.

#### Résultat par action et information relative au nombre d'actions ordinaires en circulation

Le résultat par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés en actions ordinaires au plus tard entre le début de la période et la date de leur émission. La Société a deux catégories d'actions ordinaires potentiellement dilutives : les débetures convertibles et les options d'achat d'actions. S'il est déterminé, après avoir appliqué la méthode de la « conversion hypothétique », que la conversion a un effet dilutif, les débetures convertibles sont réputées avoir été converties en actions ordinaires et le résultat net est ajusté pour éliminer les intérêts, déduction faite des impôts. Pour les options d'achat d'actions, le nombre d'actions qui aurait été acquis à la juste valeur (à la moyenne annuelle du cours du marché des actions de la Société) en tenant compte de la valeur monétaire des droits de souscriptions attachées aux options d'achat d'actions ordinaires en circulation est déterminé et comparé avec le nombre d'actions qui auraient été émises supposant l'exercice des options d'achat d'actions. Les actions ordinaires potentiellement dilutives sont déterminées de manière indépendante pour chaque période présentée.

### 4 - CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

#### ADOPTÉES EN 2013

##### (i) Avantages du personnel

En juin 2011, l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel », relatif à la comptabilisation des régimes à prestations définies et aux indemnités de fin de contrat de travail. Cet amendement élimine certaines options de comptabilisation et de présentation précédemment permises en vertu de l'IAS 19 et exige la présentation de divulgations supplémentaires concernant les risques découlant des régimes à prestations définies. La Société a appliqué cet amendement au 1er janvier 2013 sur une base rétrospective en lien avec ses dispositions transitoires. L'application rétrospective de cet amendement a augmenté la dépense des avantages du personnel de 824 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le résultat net a diminué de 603 \$, déduction faite des impôts de 221 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les résultats par action de base et dilué ont diminué de 0,03 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le gain actuariel des régimes de retraite à prestations définies a augmenté de 603 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En novembre 2013, l'IASB a également publié un amendement à l'IAS 19 « Avantages du personnel » qui clarifie que les entités ont le droit de déduire les contributions qui ne sont pas reliées au nombre d'années de service du coût de service durant la période où le service est rendu. Cet amendement s'applique pour les exercices commençant le ou après le 1er juillet 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2013, et ce changement n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

##### (ii) Coentreprises

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 11 « Coentreprises » qui remplace l'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et la SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte surtout sur les droits et les obligations inhérents à une coentreprise, plutôt que sur la forme légale, comme c'était le cas pour l'IAS 31. La norme exige le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. Avant l'adoption de cette norme, la Société comptabilisait ses participations dans des coentreprises sous la méthode de la consolidation proportionnelle, mais recours maintenant à la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon la méthode de la mise en équivalence, la quote-part de la Société dans l'actif net, le résultat net et les autres éléments du résultat global des coentreprises est présentée sur une seule ligne aux états consolidés de la situation financière, des résultats et du résultat global, respectivement. La Société a appliqué cette norme à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective en lien avec ses dispositions transitoires. Les produits et dépenses consolidés de la Société et l'information géographique excluent maintenant l'information financière des coentreprises.

## 4 - CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les incidences sur l'état consolidé des résultats se détaillent ainsi:

	Exercice clos le 31 décembre
	2012
Ventes	(23 582)
Résultats avant la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat	(3 110)
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2 630
Impôt sur le résultat	480
Variation du résultat net	-

Les incidences sur l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012 se détaillent ainsi:

	31 décembre 2012
Incidence sur les actifs courants	(8 310)
Incidence sur les actifs non courants	6 888
Incidence sur les passifs courant	(1 011)
Incidence sur les passifs non courants	(411)

### (iii) Instruments financiers : Présentation

En mai 2012, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation ». Cet amendement exige aux entreprises de comptabiliser l'impôt sur le résultat relatif aux distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres et aux coûts de transaction de capitaux propres selon les directives de l'IAS 12 « Impôt sur le résultat ». La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective, et ce en lien avec ses dispositions transitoires. Il n'y a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### (iv) Instruments financiers : Informations à fournir

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 7 « Instruments financiers : Informations à fournir », exigeant des divulgations sur tous les instruments financiers comptabilisés qui sont compensés selon les directives de l'IAS 32 ou qui sont sujet aux accords généraux applicables de compensation. La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### (v) États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 10 « États financiers consolidés ». Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12 « Consolidation : Entités ad hoc » et des parties de IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ». La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Il n'y a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### (vi) Divulgaration des participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 12 « Divulgaration des participations dans d'autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les activités hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également des exigences de divulgations supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations de la Société dans d'autres entités. La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base rétrospective. Les divulgations requises ont été incorporées dans les états financiers consolidés de la Société.

### (vii) Évaluation à la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale, ayant un effet sur toutes les normes IFRS, qui traite l'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation. La norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date d'évaluation. Elle établit également des divulgations sur l'évaluation de la juste valeur. Selon les normes IFRS précédentes, les lignes directrices sur l'évaluation et la divulgation de la juste valeur étaient réparties entre les normes spécifiques nécessitant des évaluations de la juste valeur qui dans des nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou des divulgations cohérentes. La Société a appliqué cet amendement à compter du 1er janvier 2013 sur une base prospective.

### (viii) Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 36 « Dépréciation d'actifs », exigeant des divulgations supplémentaires sur le montant recouvrable des actifs non financiers dépréciés si ce montant est basé sur la juste valeur diminuée des coûts de vente. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1er janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2013, et ce changement n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

## 4 - CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, et de nouveaux amendements et interprétations de normes existantes ont été publiés par l'IASB, mais ne sont pas effectifs à ce jour et n'ont pas été adoptés par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, amendements et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

#### (i) Instruments financiers : Présentation

En décembre 2011, l'IASB a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », portant sur la signification du terme « actuellement titulaire d'un droit de compensation opposable » et l'application de réalisation et de règlement simultané pour appliquer les exigences de compensation. Cet amendement s'applique pour les exercices commençant le ou après le 1er janvier 2014. L'application de cet amendement n'aura pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société de l'exercice 2014.

#### (ii) Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation », qui prévoient le maintien de la comptabilité de couverture dans des cas spécifiques où un instrument dérivé désigné comme instrument de couverture est remplacé par un instrument dérivé sujet à une compensation par une contrepartie centrale afin de respecter les lois ou les règlements locaux. Ces amendements s'appliquent pour les exercices commençant le ou après le 1er janvier 2014, mais l'adoption anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces amendements.

#### (iii) Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 « Instruments financiers ». La norme décrit le classement et l'évaluation des actifs financiers et remplace les modèles d'évaluation de l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte comptant seulement deux catégories : coût amorti et juste valeur par le biais du résultat net.

IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres et ces instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais du résultat global. Lorsque ces instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur l'investissement, sont comptabilisés au résultat net; toutefois, les autres gains ou pertes (incluant les pertes de valeur) liés à ces instruments sont laissés indéfiniment au cumul des autres éléments du résultat global.

En novembre 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IFRS 9 « Instruments financiers » qui incluent un nouveau chapitre sur la comptabilité de couverture remplaçant l'IAS 39 et des améliorations à la présentation des changements de la juste valeur de la dette interne d'une entité. La date d'application du 1er janvier 2015 a été retirée et n'a pas encore été déterminée, mais l'adoption anticipée est encore permise.

La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ou déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

## 5 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2013	2012
Intérêts sur la dette à long terme	8 381	11 002
Intérêts sur les débtures convertibles	2 964	3 054
Charge de désactualisation sur les débtures convertibles	439	444
Amortissement des frais de financement	1 541	1 502
Intérêts sur l'obligation nette au titre des prestations définies	1 096	1 201
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	342	204
Reclassement dans le résultat net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	1 214	2 440
Total des charges financières	15 977	19 847
Produit d'intérêt des marchands membres	(323)	(306)
Total des charges financières, montant net	15 654	19 541

## 6 - DÉPRÉCIATION ET AMORTISSEMENT

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Dépréciation des immobilisations corporelles	12 817	12 840
Amortissement des immobilisations incorporelles	16 480	14 033
Total de la dépréciation et de l'amortissement	29 297	26 873

## 7 - FRAIS DE RESTRUCTURATION, RADIATION D'ACTIFS ET AUTRES

### 2013

Durant l'exercice 2013, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan stratégique et opérationnel interne (« Plan d'action »), qui est complémentaire au plan d'optimisation annoncé en 2012. Le Plan d'action prévoit, entre autres, la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux emplacements. L'implantation du Plan d'action, au coût total d'environ 45 000 \$, duquel 13 000 \$ représente des déboursés de fonds nets des recouvrements d'impôts, devrait être complétée au cours de l'exercice 2014.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 31 680 \$ liés à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements, qui incluent la liquidation de stocks excédentaires de 10 423 \$, les coûts de fermeture des emplacements de 4 966 \$, les indemnités de départ des employés de 4 254 \$, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux de 8 422 \$ et la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette pour 3 615 \$. La Société a aussi comptabilisé une radiation de 3 500 \$ dans la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses opérations.

Relativement à la portion de rationalisation du plan, la Société a vendu, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, certains actifs et passifs d'entités opérantes situées aux États-Unis et au Canada. Les actifs nets ont été vendus pour une contrepartie en espèce de 6 555 \$ dont 2 970 \$ sont à recevoir au 31 décembre 2013.

### 2012

Le 7 août 2012, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan d'optimisation qui comprenait une révision de la structure opérationnelle et la réduction des dépenses administratives. Le plan d'optimisation permettait de réduire les coûts annuels de la Société par la consolidation et l'optimisation du réseau de distribution. L'implantation du plan d'optimisation, qui devait être complétée en phases, a débuté en 2012. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 13 865 \$ liés à la fermeture et à la consolidation des sites, incluant des initiatives pour liquider les dédoublements de stocks, aux indemnités de départ des employés, à la comptabilisation des obligations futures des baux et à la dévaluation de certaines immobilisations corporelles à leur valeur de réalisation nette.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a également comptabilisé une radiation de 2 185 \$ de la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses activités.

Les frais de restructuration et autres incluent aussi les frais connexes à des acquisitions d'entreprise provenant des efforts d'acquisitions d'entreprise initiés par la Société. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, la Société a comptabilisé des frais connexes à des acquisitions d'entreprise de 2 408 \$ liés à ces activités.

Au 31 décembre 2013 et 2012, la provision pour les frais de restructuration et autres résultante est présentée à titre de passif courant dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, qui se détaille comme suit :

	2013	2012
Solde au 1er janvier	4 392	-
Frais de restructuration et autres comptabilisés au cours de l'exercice	17 642	7 254
Provision utilisée au cours de l'exercice	(6 813)	(2 842)
Écart de conversion	(36)	(20)
Solde au 31 décembre	15 185	4 392

## 8 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISE ET RACHATS DE PARTICIPATIONS SANS CONTRÔLE

### Acquisitions d'entreprise

#### 2013

Dans le cours normal de ses opérations, la Société acquiert les actifs et assume les passifs d'autres sociétés. Au cours de l'exercice 2013, la Société a complété des acquisitions d'actif et de passif de trois compagnies dont les activités sont situées aux États-Unis. Le coût total de ces acquisitions est de 1 467 \$, duquel aucun solde n'est payable au 31 décembre 2013, a été attribué aux actifs et passifs sur la base de leur juste valeur. La Société n'a encouru aucun frais connexe à des acquisitions d'entreprise lié à ces transactions et les contributions aux ventes et au résultat net sont négligeables.

Les justes valeurs comptabilisées à la date d'acquisition pour chaque catégorie d'actifs et de passifs étaient de 1 214 \$ pour les actifs courants, 210 \$ pour les actifs non courants, 7 \$ pour les passifs courants et 50 \$ pour le goodwill. L'ensemble de ces justes valeurs devrait être déductible aux fins d'impôt. Ces allocations du prix d'acquisition sont préliminaires. Les allocations finales du prix d'acquisition peuvent résulter en des changements aux montants comptabilisés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de la compagnie acquise en 2012 au Canada, ce qui a entraîné une diminution de 76 \$ des actifs courants.

#### 2012

Dans le cours normal de ses opérations, la Société acquiert les actifs et reprend les passifs d'autres sociétés. Au cours de l'exercice 2012, la Société a complété des acquisitions d'actif et de passif de trois compagnies dont les activités sont situées aux États-Unis et trois compagnies dont les activités sont situées au Canada. Le coût total de ces acquisitions au montant de 6 239 \$, duquel un solde de 296 \$ est payable au 31 décembre 2012, a été attribué aux actifs et passifs courants sur la base de leur juste valeur. La Société n'a encouru aucun frais connexe à des acquisitions d'entreprise lié à ces transactions et les contributions aux ventes et au résultat net sont négligeables.

Les justes valeurs comptabilisées, à la date d'acquisition, pour chaque catégorie d'actifs et de passifs étaient de 6 926 \$ pour les actifs courants, 1 339 \$ pour les actifs non courants, 3 673 \$ pour les passifs courants, et 1 647 \$ pour le goodwill, qui devraient être entièrement déductibles pour fins d'impôts. Ces allocations du prix d'acquisition sont préliminaires. Les allocations finales du prix d'acquisition peuvent résulter en des changements aux montants comptabilisés.

Au cours de l'exercice 2012, la Société a complété l'allocation du prix d'acquisition d'une compagnie acquise en 2011 aux États-Unis, qui a eu pour effet d'augmenter le goodwill de 421 \$.

### Rachats de participations sans contrôle

#### 2012

Au cours de l'exercice 2012, la Société a racheté la portion restante de sa participation dans sa filiale, Uni-Select Pacific inc. La contrepartie totale de 1 053 \$ a été basée sur la valeur comptable telle que stipulée dans la convention entre actionnaires.

## 9 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Résultat net attribuable aux actionnaires utilisé pour les résultats de base et dilué par action <sup>(1)</sup>	21 328	29 438
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	21 411 277	21 623 300
Incidence des options d'achat d'actions <sup>(2)</sup>	-	256
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action	21 411 277	21 623 556
Résultat par action (de base et dilué)	1,00	1,36

<sup>(1)</sup> L'incidence de la conversion des débetures convertibles a été exclue du résultat net attribuable aux actionnaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et 2012 puisque l'incidence de leur conversion était anti-dilutive.

<sup>(2)</sup> Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, 333 110 actions ordinaires pondérées pouvant être émises à l'exercice des options d'achat d'actions (60 000 pour l'exercice clos le 31 décembre 2012) ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions.

## 10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

a) Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Débiteurs et autres recevables	(19 536)	(1 435)
Stocks	(23 732)	28 563
Frais payés d'avance	57	(189)
Frais de restructuration et autres	(6 813)	(2 842)
Créditeurs et charges à payer	45 651	9 431
Total des variations des éléments du fonds de roulement	(4 373)	33 528

b) Au 31 décembre 2013, des acquisitions d'immobilisation corporelle et incorporelle demeurent impayées et n'ont eu aucun effet sur la trésorerie. Leurs valeurs respectives s'élevaient à 296 \$ et néant au 31 décembre 2013 (1 986 \$ et 732 \$ au 31 décembre 2012).

## 11 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

### Recouvrement d'impôt sur le résultat

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Charge d'impôt exigible	4 627	2 772
Recouvrement d'impôt différé		
Création et reprise des différences temporelles	(10 968)	(7 031)
Augmentation du taux d'imposition	(87)	-
Variation des différences temporelles déductibles non comptabilisées	-	125
Comptabilisation des pertes fiscales non comptabilisées antérieurement	-	(355)
	(11 055)	(7 261)
Total du recouvrement d'impôt sur le résultat	(6 428)	(4 489)

### Rapprochement du recouvrement d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé à l'état consolidé des résultats se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,9 % (26,74 % en 2012)	4 008	6 647
Écarts de taux réglementaires d'imposition des filiales étrangères	(2 464)	(800)
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(9 555)	(9 410)
Charges non-déductibles	177	743
Comptabilisation d'écarts temporaires non-déductibles antérieurement	-	(669)
Autres	1 406	(1 000)
Recouvrement d'impôt sur le résultat comptabilisé à l'état consolidé des résultats	(6 428)	(4 489)

## 11 - IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

### Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisé

31 décembre 2013					
	Solde	Comptabilisés	Comptabilisés	Écart de	Solde
	de début	au résultat	dans les autres	conversion	de fin
		net	éléments du		
			résultat global		
Pertes autres qu'en capital reportées	16 252	1 301	-	(191)	17 362
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(5 405)	(299)	-	349	(5 355)
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	19 008	14 445	-	(32)	33 421
Immobilisations corporelles	(15 368)	9 153	-	276	(5 939)
Provision pour régime de retraite	6 292	254	(1 617)	(311)	4 618
Frais de financement	(117)	124	-	5	12
Couverture de flux de trésorerie	522	(341)	57	17	255
Provision pour incitatifs de performance	899	144	-	(60)	983
Goodwill et immobilisations incorporelles	(23 854)	(13 384)	-	46	(37 192)
Débitures convertibles	(453)	434	-	19	-
Autres	(69)	(776)	-	7	(838)
<b>Actifs (passifs) d'impôt différé</b>	<b>(2 293)</b>	<b>11 055</b>	<b>(1 560)</b>	<b>125</b>	<b>7 327</b>

31 décembre 2012					
	Solde	Comptabilisés	Comptabilisés	Écart de	Solde
	de début	au résultat	dans les autres	conversion	de fin
		net	éléments du		
			résultat global		
Pertes autres qu'en capital reportées	2 454	13 845	-	(47)	16 252
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(7 479)	1 988	-	86	(5 405)
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	12 269	6 738	-	1	19 008
Immobilisations corporelles	(5 778)	(9 263)	-	(327)	(15 368)
Provision pour régime de retraite	6 357	(161)	(422)	518	6 292
Frais de financement	(25)	(88)	-	(4)	(117)
Couverture de flux de trésorerie	679	(650)	496	(3)	522
Provision pour incitatifs de performance	881	18	-	-	899
Goodwill et immobilisations incorporelles	(18 577)	(5 276)	-	(1)	(23 854)
Débitures convertibles	(443)	-	-	(10)	(453)
Autres	(173)	110	-	(6)	(69)
<b>Actifs (passifs) d'impôt différé</b>	<b>(9 835)</b>	<b>7 261</b>	<b>74</b>	<b>207</b>	<b>(2 293)</b>

### Présentation à l'état consolidé de la situation financière

31 décembre		
	2013	2012
Actifs d'impôt différé	13 151	4 642
Passifs d'impôt différé	5 824	6 935
	<b>7 327</b>	<b>(2 293)</b>

Les montants de 2012 ont été amendés afin de compenser les actifs d'impôt différé contre les passifs d'impôt différé.

Au 31 décembre 2013, la Société a cumulé 6 371 \$ de pertes en capital reportées pour lesquelles des actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés (néant en 2012). Les pertes nettes en capital peuvent être reportées indéfiniment et peuvent seulement être déduites contre des gains en capital ultérieurs. Le montant d'actifs d'impôt différé non comptabilisé relatif aux pertes autres qu'en capital reportées s'élève à 1 714 \$ au 31 décembre 2013 (néant en 2012).

## 12 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 décembre	
	2013	2012
Débiteurs	205 993	195 188
Portion à court terme des avances aux marchands membres (note 13)	14 949	7 998
Total des débiteurs et autres recevables	220 942	203 186

## 13 - PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2013	2012
Actions privilégiées, taux à 3,12 % (3,12% en 2012), encaissables par versements trimestriels, rachetables au gré du détenteur et de l'émetteur	477	502
Actions de sociétés et avances aux marchands membres, taux moyen variant entre 0 % et 10,25 %, encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2020	12 382	6 626
Investissements dans des clients, ne portant pas d'intérêt	17 916	15 545
Total des avances aux marchands membres	30 675	22 673
Portion à court terme des avances aux marchands membres	14 949	7 998
Portion non courante des avances aux marchands membres	15 726	14 675
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	21 129	21 574
Portion non courante des participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et avances aux marchands membres	36 855	36 249

### Participations dans des coentreprises

Les montants de la valeur comptable des coentreprises qui ont été regroupés dans les participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence au 1er janvier 2012 étaient de 8 165 \$ pour les actifs courants, 1 509 \$ pour les actifs non courants, 2 488 \$ pour les passifs courants et 1 204 \$ pour les passifs non courants.

Au cours de l'exercice, la Société a vendu sa participation dans une coentreprise pour une contrepartie de 1 858 \$ et pour laquelle 403 \$ était à recevoir au 31 décembre 2013.

La quote-part de la participation de la Société dans les coentreprises se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Ventes	20 507	23 582
Résultats avant charges financières, dépréciation et amortissement	1 844	1 746
Résultat net	1 381	1 569
Actifs courants	7 535	8 310
Actifs non courants	1 913	1 680
Passifs courants	3 492	2 688
Passifs non courants	383	569

## 14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Coût	1 336	15 854	38 779	26 788	22 425	10 890	116 072
Amortissement cumulé	(262)	(7 473)	(27 374)	(18 940)	(12 822)	(7 020)	(73 891)
Solde au 1er janvier 2012	1 074	8 381	11 405	7 848	9 603	3 870	42 181
Amortissement	(11)	(502)	(2 571)	(3 642)	(4 586)	(1 528)	(12 840)
Dispositions	-	(12)	(96)	(4)	(309)	(18)	(439)
Acquisitions via des regroupements d'entreprise	60	200	240	93	150	5	748
Autres acquisitions	1 254	130	3 151	4 651	9 566	1 155	19 907
Radiations	-	-	-	(87)	-	-	(87)
Écarts de conversion	16	87	97	32	15	14	261
Variations nettes	1 319	(97)	821	1 043	4 836	(372)	7 550
Coût	2 671	16 375	42 035	27 999	29 777	11 960	130 817
Amortissement cumulé	(278)	(8 091)	(29 809)	(19 108)	(15 338)	(8 462)	(81 086)
Solde au 31 décembre 2012	2 393	8 284	12 226	8 891	14 439	3 498	49 731
Amortissement	(11)	(470)	(2 521)	(3 261)	(5 348)	(1 206)	(12 817)
Dispositions	(142)	(175)	(357)	(364)	(432)	(33)	(1 503)
Acquisitions via des regroupements d'entreprise	-	-	-	3	72	-	75
Autres acquisitions	163	181	4 290	2 386	8 535	783	16 338
Radiations	-	(64)	(925)	(267)	-	(184)	(1 440)
Écart de conversion	(118)	(255)	(264)	(156)	(49)	(48)	(890)
Variations nettes	(108)	(783)	223	(1 659)	2 778	(688)	(237)
Coût	2 556	15 427	40 520	27 871	34 572	10 586	131 532
Amortissement cumulé	(271)	(7 926)	(28 071)	(20 639)	(17 355)	(7 776)	(82 038)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>2 285</b>	<b>7 501</b>	<b>12 449</b>	<b>7 232</b>	<b>17 217</b>	<b>2 810</b>	<b>49 494</b>

Au 31 décembre 2013, la valeur comptable des actifs loués, qui sont présentés sous « matériel roulant » était de 14 876 \$ (11 049 \$ au 31 décembre 2012).

## 15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Total	Goodwill
	Marque de commerce	Relations clients et autres	Logiciels		
Coût	8 650	76 867	99 072	184 589	184 222
Amortissement cumulé	-	(7 983)	(19 648)	(27 631)	-
<b>Solde au 1er janvier 2012</b>	<b>8 650</b>	<b>68 884</b>	<b>79 424</b>	<b>156 958</b>	<b>184 222</b>
Amortissement	-	(7 100)	(6 933)	(14 033)	-
Développement à l'interne <sup>(1)</sup>	-	-	8 125	8 125	-
Autres acquisitions	-	72	3 804	3 876	-
Acquisitions via des regroupements d'entreprise	-	325	-	325	1 986
Dispositions	-	(4)	(9)	(13)	-
Radiations	-	-	(2 098)	(2 098)	-
Écarts de conversion	-	26	406	432	873
<b>Variations nettes</b>	<b>-</b>	<b>(6 681)</b>	<b>3 295</b>	<b>(3 386)</b>	<b>2 859</b>
Coût	8 650	76 692	99 793	185 135	187 081
Amortissement cumulé	-	(14 489)	(17 074)	(31 563)	-
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>8 650</b>	<b>62 203</b>	<b>82 719</b>	<b>153 572</b>	<b>187 081</b>
Amortissement	-	(7 144)	(9 336)	(16 480)	-
Développement à l'interne <sup>(1)</sup>	-	-	3 005	3 005	-
Autres acquisitions	-	67	5 125	5 192	-
Acquisitions via des regroupements d'entreprise	-	135	-	135	50
Dispositions	-	(150)	(21)	(171)	-
Radiations	-	-	(3 500)	(3 500)	-
Écarts de conversion	-	(75)	(1 080)	(1 155)	(2 682)
<b>Variations nettes</b>	<b>-</b>	<b>(7 167)</b>	<b>(5 807)</b>	<b>(12 974)</b>	<b>(2 632)</b>
Coût	8 650	76 642	102 654	187 946	184 449
Amortissement cumulé	-	(21 606)	(25 742)	(47 348)	-
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>8 650</b>	<b>55 036</b>	<b>76 912</b>	<b>140 598</b>	<b>184 449</b>

<sup>(1)</sup> Au 31 décembre 2013, les logiciels comprennent un montant capitalisé de 80 103 \$ (79 926 \$ au 31 décembre 2012), relatif à des coûts liés à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré qui a été complètement implanté et mis en service au cours de l'exercice.

### Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie incluant du goodwill

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill est attribué aux deux UGT, Canada et États-Unis, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leur valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

## 15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2013 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2012. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience passée, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2013 et 2012. Les valeurs finales sont estimées en utilisant un taux de croissance constant de 2,5 % (2,2 % en 2012) pour les activités canadiennes et de 3,1 % (2,0 % en 2012) pour les activités américaines; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- les taux d'actualisation avant impôt sont de 13,3 % (12,0 % en 2012) pour les activités canadiennes et de 16,4 % (14,2 % en 2012) pour les activités américaines et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience passée et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de levier d'endettement de 30 % à un taux d'intérêt du marché de 4,2 % (5,3 % en 2012) pour les activités au Canada et de 3,6 % (5,5 % en 2012) pour les activités américaines.

Les valeurs assignées aux hypothèses principales représentent l'évaluation de la Direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT n'excède sa valeur recouvrable.

## 16 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

### Facilités de crédit

Le 15 janvier 2013, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit et a prolongé l'échéance d'un an jusqu'au 7 janvier 2017. Le solde restant de 177 500 \$ sur le prêt à terme a été converti en marge de crédit sous la portion du prêt rotatif de la facilité de crédit, laquelle a été augmentée de 427 500 \$ à 435 000 \$ et réduite subséquemment à 400 000 \$. La Société, sous les termes amendés de la facilité de crédit, bénéficie d'une réduction des marges des taux d'intérêt.

À la suite de cet amendement, la facilité de crédit de la Société comprend une facilité de crédit rotatif à long terme de 400 000 \$ disponible en dollars canadiens ou américains et peut être remboursée en tout temps, sans pénalité. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

Au 31 décembre 2013, les montants prélevés sur le crédit rotatif et le prêt à terme s'élèvent à 265 888 \$ (297 850 \$ au 31 décembre 2012). La Société a aussi émis des lettres de crédit par l'entremise de sa facilité de crédit rotatif afin de garantir le paiement de certains passifs de ses filiales. Au 31 décembre 2013, les lettres de crédit en cours s'élèvent à 13 720 \$ (13 637 \$ au 31 décembre 2012). Voir la note 23 pour plus de renseignements.

### Dettes à long terme

				31 décembre	
	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	2013	2012
Facilité de crédit rotatif, taux variables, désignée comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères – 265 888 \$ (116 000 \$ au 31 décembre 2012)	2017	1,92 % to 4,50 %	-	262 747	119 098
Prêt à terme, taux variables, désigné comme couverture des investissements nets dans des filiales étrangères – néant (181 250 \$ au 31 décembre 2012)	-	1,97 %	-	-	179 380
Contrats de location-financement, taux variables	-	-	4 545	14 930	10 864
Autres	2021	-	5	38	47
			<b>4 550</b>	<b>277 715</b>	309 389
Versements exigibles à court terme				4 550	18 913
Dettes à long terme				<b>273 165</b>	290 476

<sup>(1)</sup> Les taux d'intérêt considèrent les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de taux d'intérêt tel que mentionné à la note 26.

## 16 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (SUITE)

### Débentures convertibles

La Société a émis des débentures convertibles subordonnées et non garanties qui portent intérêt à un taux de 5,9 % annuellement, payable par versements semi-annuels les 31 janvier et 31 juillet de chaque année. Les débentures sont convertibles en actions ordinaires au gré du détenteur de la Société au prix de 41,76 \$CAN par action, ce qui représente un taux de conversion de 23,9 actions ordinaires par tranche de 1 000 \$CAN du capital des débentures convertibles. Les débentures convertibles atteindront la maturité le 31 janvier 2016 et pourraient être rachetées par la Société, dans certains cas, après le 31 janvier 2014. La composante équité des débentures a été déterminée comme l'écart entre la juste valeur des débentures convertibles dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif.

	2013	2012
Solde au 31 décembre	49 099	47 225
Charge de désactualisation	439	444
Amortissement des frais de financement	431	434
Écarts de conversion	(3 140)	996
Solde au 31 décembre	46 829	49 099

Les remboursements de capital sur la dette à long terme et les débentures convertibles, excluant les montants relatifs aux contrats de location-financement se présentent comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite
	5	5	46 834	262 751	5	14

La valeur actualisée des paiements minimums de location pour les contrats de location-financement est présentée comme suit :

	31 décembre 2013
Moins d'un an	4 545
Entre un an et cinq ans	10 290
Plus de cinq ans	95
Total de la valeur actualisée des paiements minimums de location	14 930

## 17 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2013	2012
Total des dépôts de garantie des marchands membres	7 105	7 928
Versements exigibles à court terme	117	160
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	6 988	7 768

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt effectif au 31 décembre 2013 est de 2 % (2 % au 31 décembre 2012).

## 18 - CAPITAL-ACTIONS

### Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

- Actions ordinaires :  
Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le Conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.
- Actions privilégiées :  
Les actions privilégiées sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le Conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Les porteurs de quelque série d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et de participer au partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée. Aucune action privilégiée n'a été émise ni est en circulation.

	31 décembre	
	2013	2012
<b>Émis et payé</b>		
Solde au début : 21 551 170 actions ordinaires (21 636 767 en 2012)	88 563	88 940
Émission d'aucune action ordinaire à la suite de l'exercice d'options d'achats d'actions (1 769 en 2012) <sup>(1)</sup>	-	29
Rachat de 287 501 actions ordinaires (87 366 en 2012)	(1 292)	(406)
Solde à la fin : 21 263 669 actions ordinaires (21 551 170 en 2012)	87 271	88 563

<sup>(1)</sup> Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 16,25 \$CAN pour 2012.

### Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 7 août 2013, la Société a annoncé l'approbation par le TSX du renouvellement de son offre publique de rachat d'actions afin de pouvoir acheter à des fins d'annulation jusqu'à 750 000 actions ordinaires au cours de la période de douze mois se terminant le 8 août 2014. Auparavant, le 7 août 2012, le TSX avait approuvé l'offre publique initiale de rachat d'actions afin de pouvoir acheter à des fins d'annulation jusqu'à 200 000 actions ordinaires au cours de la période de douze mois se terminant le 8 août 2013.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a racheté 287 501 actions ordinaires (87 366 en 2012) pour une contrepartie en espèces de 6 408 \$ (2 096 \$ en 2012) incluant une prime au rachat d'actions de 5 116 \$ (1 690 \$ en 2012) appliquée en réduction des résultats non distribués.

### Dividendes

Un dividende de 0,52 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (0,52 \$CAN pour 2012).

## 19 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

### Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

En 2012, la Société a amendé et mis à jour son régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction (« Régime d'options »). Un total de 1 700 000 actions est réservé pour émission en vertu des conditions amendées et mises à jour du Régime d'options. Les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées sous le plan amendé sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années. Au 31 décembre 2013, des options octroyées avant l'amendement pour l'émission de 320 823 actions ordinaires (60 000 au 31 décembre 2012) sont en circulation et 1 377 408 actions ordinaires (1 638 231 au 31 décembre 2012) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du Régime d'options. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, 298 338 options (néant pour l'exercice clos le 31 décembre 2012) ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société, duquel 37 515 options ont été subséquemment renoncées ou expirées.

Un sommaire de la situation du Régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 est présenté comme suit :

	2013		2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN
En circulation au début de l'exercice	60 000	30,63	61 769	30,22
Octroyées	298 338	22,90	-	-
Exercées	-	-	(1 769)	16,25
Annulées	(37 515)	22,90	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	320 823	24,35	60 000	30,63
Exercable, à la fin de l'exercice	125 206	26,61	57 500	30,80

La fourchette des prix de levée, le prix de levée moyen pondéré et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

Prix de levée \$CAN	31 décembre 2013				
	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$CAN	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré \$CAN
26,70 – 31,42	60 000	4,50	30,63	60 000	30,63
22,90	260 823	6,01	22,90	65 206	22,90
	320 823	5,72	24,35	125 206	26,61

Prix de levée \$CAN	31 décembre 2012				
	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$CAN	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré \$CAN
26,70 – 31,42	60 000	5,49	30,63	57 500	30,80
	60 000	5,49	30,63	57 500	30,80

Une charge de rémunération de 940 \$ (38 \$ pour 2012) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au surplus d'apport pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## 19 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

La juste valeur des options octroyées au cours de la période ainsi que les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur à la date d'octroi, établis à l'aide du modèle Trinomial d'évaluation d'options, sont présentés comme suit :

Date d'octroi		2 Janvier 2013
Juste valeur à l'octroi	\$CAN	22,90
Dividende prévu	%	1,66
Volatilité prévue	%	25,39
Taux d'annulation	%	5,55
Taux d'intérêt sans risque	%	1,61
Durée de vie prévue	années	6,99
Prix de levée	\$CAN	22,90
Cours de l'action	\$CAN	22,90

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

### Régime d'unités d'actions différées

Le 28 février 2013, la Société a formellement adopté un Régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs, des membres de la Direction et des employés-cadres (« Régime UAD »). Sous le Régime UAD, les administrateurs sont tenus par le Conseil d'administration de recevoir une portion de leur rémunération sous forme d'unités d'actions différées (« UAD ») et, à leur discrétion, ils peuvent faire le choix de recevoir une portion additionnelle ou l'ensemble de leur rémunération sous forme d'UAD et ce, sujet à l'approbation du Conseil d'administration. Les membres de la Direction et les employés-cadres doivent choisir de recevoir une portion de leur boni annuel sous le Régime de rémunération à court terme (« boni à court terme ») sous forme d'UAD s'ils ne respectent pas la détention d'actions minimum requise adoptée par le Conseil d'administration (« détention minimale »). Les membres de la Direction et les employés-cadres peuvent faire le choix de recevoir une portion additionnelle ou l'ensemble de leur boni à court-terme sous forme d'UAD.

La valeur d'une UAD est équivalente à celle d'une action ordinaire de la Société et les unités sont attribuées en fonction du prix moyen de clôture des actions ordinaires de la Société inscrites à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours précédant la date d'émission (« valeur UAD »). Des équivalents de dividendes sont attribués aux UAD en circulation en fonction des dividendes payés sur les actions ordinaires de la Société. Les UAD peuvent être rachetées par la Société après le décès, la retraite ou la cessation d'emploi d'un participant ou dans le cas d'un changement de contrôle. Le participant a alors le droit de recevoir un paiement en trésorerie pour chaque UAD correspondant à la valeur UAD calculée à la date de rachat pour chaque UAD.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a octroyé 34 976 UAD (11 456 UAD pour 2012) et a racheté 1 839 UAD. Une charge de rémunération de 737 \$ (262 \$ pour 2012) a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et 44 593 UAD sont en circulation au 31 décembre 2013.

### Régime d'unités d'actions lié à la performance

Le 28 février 2013, la Société a formellement adopté un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Sous les termes amendés du Régime de rémunération à long terme, certains employés-cadres reçoivent une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'une combinaison d'options d'achat d'actions ordinaires et d'unités d'actions lié à la performance (« UAP »). La valeur de chaque UAP est équivalente au prix moyen de clôture d'une action ordinaire de la Société inscrite à la TSX au cours des cinq jours précédant la date à laquelle la valeur sera déterminée (« valeur UAP »). Les UAP sont acquises à la fin de la période de trois ans suivant la date d'émission, à la suite du décès, à la retraite ou advenant un changement de contrôle (« événement de rachat »). Le détenteur a le droit de recevoir en trésorerie la valeur UAP pour chaque UAP acquise multipliée par un facteur de performance (variant entre 0 % et 180 %) basé sur l'atteinte de certains objectifs financiers. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a octroyé 108 811 UAP, desquelles 12 071 UAP ont été renoncées ou rachetées subséquentement. Une charge de rémunération de 720 \$ a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et 96 740 UAP sont en circulation au 31 décembre 2013.

## 20 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations définies. Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute Direction et un régime de retraite non-enregistré additionnel pour certains des membres de la haute Direction. Les prestations reliées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les régimes de retraites à prestations définies sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont basées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Le régime de retraite non-enregistré n'est pas capitalisé et la Société effectue des paiements en vertu de ce régime lorsque les montants doivent être payés aux participants.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 2 230 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (2 509 \$ pour 2012).

### Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes à prestations définies est faite au moins à toutes les trois années.

Les régimes à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleurs estimés du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité est dû à l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, ce qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations de taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt devrait être partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds de revenus fixes. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation. Présentement, les régimes possèdent un solde d'investissement mixte de 59,9 % en fonds d'actions, 22,8 % en fonds de titres de revenu fixe et 17,3 % en autres fonds. Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds de revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2013		2012	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Obligations au titre des prestations définies				
Solde au début de l'exercice	44 881	9 433	40 153	8 500
Coût des services rendus	2 619	394	2 708	433
Cotisations des employés	1 025	-	1 090	-
Intérêts débiteurs	2 029	410	1 969	401
Prestations versées	(1 880)	(388)	(1 778)	(362)
Réévaluation – pertes actuarielles liées à la réestimation des variables démographiques	1 576	323	-	-
Réévaluation – pertes (gains) actuarielles liées à la réestimation des variables financières	(4 067)	(601)	229	69
Réévaluation – pertes (gains) actuarielles découlant des ajustements liés à l'expérience	(125)	155	(346)	219
Écarts de conversion	(2 881)	(607)	856	173
Solde à la fin de l'exercice	43 177	9 119	44 881	9 433

## 20 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

	2013		2012	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Actifs des régimes				
Juste valeur au début de l'exercice	30 143	-	24 063	-
Intérêts créditeurs	1 343	-	1 169	-
Cotisations de l'employeur	3 921	-	3 668	-
Cotisations des employés	1 025	-	1 090	-
Prestations versées	(1 880)	-	(1 778)	-
Frais administratifs	(339)	-	(305)	-
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les charges financières nettes)	3 161	-	1 744	-
Écarts de conversion	(2 141)	-	492	-
Solde à la fin de l'exercice	35 233	-	30 143	-

	31 décembre	
	2013	2012
	%	%
Composition des actifs des régimes		
Placements dans les fonds de participation	59,9	57,1
Placements dans les fonds de revenu fixe	22,8	24,3
Placements dans les autres fonds	17,3	18,6
	100,0	100,0

L'obligation nette est présentée dans « Obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans l'état consolidé de la situation financière de la Société.

	31 décembre		31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Juste valeur des actifs des régimes	35 233	-	30 143	-
Obligations au titre des prestations définies	(43 177)	(9 119)	(44 881)	(9 433)
Obligations au titre des avantages du personnel	(7 944)	(9 119)	(14 738)	(9 433)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans le poste « Avantages du personnel » dans l'état consolidé des résultats, se présente comme suit :

	Exercice clos le		31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Coût des services rendus	2 619	394	2 708	433
Intérêts débiteurs	686	410	800	401
Frais administratifs	339	-	305	-
Charge des régimes à prestations définies	3 644	804	3 813	834

## 20 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

La réévaluation des obligations au titre des avantages du personnel à long terme est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre			
	2013		2012	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Pertes actuarielles liées à la réestimation des variables démographiques	1 576	323	-	-
Pertes (gains) actuarielles liées à la réestimation des variables financières	(4 067)	(601)	229	69
Pertes (gains) actuarielles découlant des changements dans les hypothèses du régime de retraite liés à l'expérience	(125)	155	(346)	219
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les charges financières nettes)	(3 161)	-	(1 744)	-
	<b>(5 777)</b>	<b>(123)</b>	<b>(1 861)</b>	<b>288</b>

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

	31 décembre			
	2013		2012	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Taux d'actualisation	4,95 %	4,95 %	4,40 %	4,40 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne				
Homme, âgé de 45 ans à la date à la date de clôture	87,9	87,9	86,2	86,2
Femme, âgée de 45 ans à la date à la date de clôture	89,5	89,5	87,9	87,9
Homme, âgé de 65 ans à la date à la date de clôture	86,3	86,3	84,7	84,7
Femme, âgée de 65 ans à la date à la date de clôture	88,5	88,5	87,1	87,1

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2014, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 4 235 \$.

Les hypothèses actuarielles significatives servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses. Le tableau suivant résume l'effet des changements dans ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2013 :

	31 décembre 2013	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 1 %	(14,5)	(10,7)
Diminution de 1 %	18,9	13,0
Taux de la rémunération		
Augmentation de 0,5 %	2,3	0,6
Diminution de 0,5 %	(2,2)	(0,6)
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 10 %	1,8	1,8
Diminution de 10 %	(1,6)	(1,6)

## 21 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme éléments de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au 31 décembre 2011	5 446	2 612	(1 829)	6 229
Autres éléments du résultat global	(4 916)	6 888	460	2 432
Solde au 31 décembre 2012	530	9 500	(1 369)	8 661
Autres éléments du résultat global	11 920	(17 550)	718	(4 912)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>12 450</b>	<b>(8 050)</b>	<b>(651)</b>	<b>3 749</b>

## 22 - ENGAGEMENTS

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2024 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. La charge de loyer comptabilisée dans l'état consolidé des résultats est de 34 689 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (36 362 \$ pour 2012). Les paiements minimums exigibles engagés sont présentés comme suit :

	31 décembre 2013
Moins d'un an	39 528
Entre un et cinq ans	94 184
Plus de cinq ans	13 694
Total des paiements minimums	147 406

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

## 23 - GARANTIES

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux variant de 60 % à 80 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximum de 65 887 \$ au 31 décembre 2013 (67 316 \$ au 31 décembre 2012). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société.

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit au montant de 13 720 \$ au 31 décembre 2013 (13 637 \$ au 31 décembre 2012). Ces lettres de crédit sont émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées dans la dette à long terme de la Société puisque les montants sous-jacents sont déjà comptabilisés directement dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, si applicable.

## 24 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

### Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non-exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 007	3 657
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	574	653
Autres avantages à long terme	-	930
Avantages fondés sur des actions	2 153	347
Total de la rémunération	7 734	5 587

Les montants de 2012 ont été modifiés afin qu'ils puissent être comparatifs au nombre de principaux dirigeants de 2013.

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012.

### Autres transactions

La Société a encouru des dépenses de loyer de 3 429 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (3 592 \$ pour 2012) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de cinq ans et moins.

Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % aux 31 décembre 2013 et 2012 se présentent comme suit :

Beck/Arnley Worldparts, inc.

FinishMaster, inc.

North Shore Parts & Industrial Supplies Ltd.

Plastique Royal inc.

Uni-Sélect Alberta inc.

Uni-Sélect Eastern inc.

Uni-Sélect Lux Holdco inc.

Uni-Select Luxembourg S.à r.l.

Uni-Select Prairies inc.

Uni-Select Pacific inc.

Achats Uni-Sélect inc.

Achats Uni-Sélect, s.e.n.c.

Uni-Sélect Québec inc.

Uni-Select USA Holdings, inc.

Uni-Select USA, inc.

## 25 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société établit ses lignes directrices pour la gestion du capital de manière à atteindre les objectifs suivants :

- maintenir un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et un total de capitaux propres inférieur à 45 %;
- maintenir un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres inférieur à 125 %;
- accorder aux actionnaires une croissance de la valeur de leurs actions en maintenant un rendement total moyen des capitaux propres d'au moins 9 % de plus que le taux d'intérêt sans risque sur une base à long terme et en versant un dividende annuel représentant approximativement 20 % à 25 % du résultat net, excluant les éléments non récurrents, de l'année précédente; et
- maintenir un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant dépréciation et amortissement, les frais de restructuration, la radiation d'actifs et autres, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat maximum de 3,5.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, les débiteures convertibles, la dette à long terme et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment un programme de rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre d'offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des affaires et une facilité de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. De plus, la Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci soient maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. De plus, la Société a mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant : le ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres, le ratio dette à long terme sur le total des capitaux propres, le rendement total moyen des capitaux propres et le ratio dette financée par emprunt sur le résultat avant dépréciation et amortissement, les frais de restructuration, la radiation d'actifs et autres, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat.

Les indicateurs utilisés par la Société sont présentés comme suit :

	31 décembre	
	2013	2012
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	34,1 %	36,7 %
Ratio dette à long terme sur le total des capitaux propres	51,9 %	58,0 %
Rendement total moyen des capitaux propres	4,4 %	6,2 %
Ratio dette financée par emprunt sur le résultat avant dépréciation et amortissement, les frais de restructuration, la radiation d'actifs et autres, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat	3,01	3,55

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit est en fonction de l'atteinte de certains ratios financiers tels que la dette financée par emprunt sur le résultat avant dépréciation et amortissement, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat et l'endettement total net sur l'endettement total et le total des capitaux propres, qui sont les mêmes ratios que la Société doit respecter. La Société respecte ces clauses au 31 décembre 2013.

La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

## 26 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les classements de même que les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers sont détaillées comme suit :

	31 décembre 2013		31 décembre 2012			
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur		
<b>Actifs financiers classés dans les prêts et créances</b>						
Trésorerie	Niveau 1	57	57	Niveau 1	122	122
Débiteurs	Niveau 1	205 993	205 993	Niveau 1	195 188	195 188
Avances aux marchands membres <sup>(2)</sup>	Niveau 3	30 675	30 675	Niveau 3	22 673	22 673
		<b>236 725</b>	<b>236 725</b>		<b>217 983</b>	<b>217 983</b>
<b>Passifs financiers au coût amorti</b>						
Créditeurs et charges à payer	Niveau 2	336 120	336 120	Niveau 2	303 230	303 230
Dividendes à payer	Niveau 1	2 598	2 598	Niveau 1	2 815	2 815
Dettes à long terme (excluant les contrats de location-financement)	Niveau 2	262 785	262 785	Niveau 2	298 525	298 525
Débiteures convertibles <sup>(3)</sup>	Niveau 1	46 829	49 577	Niveau 1	49 099	52 543
Total avant dépôts de garantie des marchands membres		<b>648 332</b>	<b>651 080</b>		<b>653 669</b>	<b>657 113</b>
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 3	7 105	<sup>(1)</sup>	Niveau 3	7 928	<sup>(1)</sup>
		<b>655 437</b>	<b>-</b>		<b>661 597</b>	<b>-</b>
<b>Passifs financiers à la juste valeur</b>						
Instruments financiers dérivés <sup>(4)</sup>	Niveau 2	890	890	Niveau 2	1 891	1 891
<b>Autres passifs</b>						
Contrats de location-financement	Niveau 2	14 930	14 930	Niveau 2	10 864	10 864

<sup>(1)</sup> La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres n'a pu être déterminée puisque les dépôts de garantie résultent d'opérations avec des marchands membres.

<sup>(2)</sup> La juste valeur des avances aux marchands membres a été déterminée en fonction des flux de trésorerie actualisés calculés à l'aide des taux d'intérêt effectif disponibles à la Société à la fin de l'exercice pour des instruments financiers semblables.

<sup>(3)</sup> La juste valeur des débiteures convertibles, telle que présentée ci-dessus, est déterminée en utilisant leur cours acheteur à la fin de l'exercice.

<sup>(4)</sup> La juste valeur des instruments financiers dérivés a été déterminée en utilisant les cours pour des actifs et des passifs similaires.

La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des dividendes à payer se rapprochent de leur valeur comptable en raison des courtes échéances.

La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de fin d'exercice. Au 31 décembre 2013, la juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables à la facilité de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

### Hiérarchie de juste valeur

La classification des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière est fonction de trois niveaux de hiérarchie. Les trois niveaux sont déterminés en fonction du degré d'observabilité des données importantes mesurables sur le marché, comme suit :

Niveau 1: prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques

Niveau 2: données, autres que des prix cotés inclus au niveau 1, observables pour des actifs ou des passifs, directement ou indirectement, et

Niveau 3: données non observables pour des actifs et des passifs.

### Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

Au cours de l'exercice 2011, la Société a conclu des contrats en vue d'échanger les flux de trésorerie des taux d'intérêt variables afférents aux transactions prévues pour le début de l'exercice 2012 sur une portion du crédit rotatif de la Société (note 16) pour un montant nominal initial au 31 décembre 2013 de 80 000 \$. Les contrats d'échange de taux d'intérêt fixeront l'intérêt des flux de trésorerie à 0,97 % jusqu'à leur échéance en 2016. Les flux de trésorerie liés aux contrats d'échange de taux d'intérêt devraient se produire dans les mêmes périodes puisqu'ils devraient affecter le résultat net.

La juste valeur des contrats d'échange de taux d'intérêt en fonction des cours du marché et du risque de crédit de la contrepartie à la date de fin d'exercice pour des instruments semblables, représente un montant à payer par la Société de 890 \$ au 31 décembre 2013 (1 891 \$ au 31 décembre 2012).

## 26 - INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

#### (i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,1 % au cours des trois dernières années.

Au 31 décembre 2013, les débiteurs en souffrance représentent 17 013 \$ (13 363 \$ au 31 décembre 2012) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 5 059 \$ (4 732 \$ au 31 décembre 2012).

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	2013	2012
Solde au 31 décembre	4 732	5 167
Écart de change	(60)	16
Créances irrécouvrables	1 679	1 267
Radiations	(1 292)	(1 840)
Regroupements d'entreprise	-	122
Solde au 31 décembre	5 059	4 732

La Direction considère que l'ensemble des actifs financiers possèdent une bonne qualité de crédit puisqu'ils n'ont pas été dépréciés et ni ne sont échus et ce, pour chaque date clôture au 31 décembre audité ci-dessus.

#### (ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2013, la Société dispose de facilités de crédit renouvelables de 400 000 \$ (431 250 \$ au 31 décembre 2012) (note 16). Au 31 décembre 2013, la Société bénéficie de facilités de crédit non utilisées d'environ 120 000 \$ (116 000 \$ au 31 décembre 2012).

## 26 - INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est proprement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

31 décembre 2013				
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
<b>Instruments financiers non-dérivés</b>				
Créditeurs et charges à payer	340 085	340 085	-	-
Dividendes à payer	2 598	2 598	-	-
Dette à long terme (excluant les contrats de location-financement)	262 785	5	262 780	-
Débiteures convertibles	46 829	2 869	52 937	-
Intérêts à payer	1 344	1 344	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	7 105	117	-	6 988
	660 746	347 018	315 717	6 988
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	890	-	890	-
	661 636	347 018	316 607	6 988
31 décembre 2012				
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
<b>Instruments financiers non-dérivés</b>				
Créditeurs et charges à payer	307 100	307 100	-	-
Dividendes à payer	2 815	2 815	-	-
Dette à long terme (excluant les contrats de location-financement)	298 525	24 285	303 448	-
Débiteures convertibles	49 099	3 064	59 583	-
Intérêts à payer	2 004	2 004	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	7 928	322	158	7 924
	667 471	339 590	363 189	7 924
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	1 891	497	1 394	-
	669 362	340 087	364 583	7 924

### (iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Selon la Direction, le risque est minimal que des variations des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change liée à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollar américain (note 16).

### (iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des contrats d'échange consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2013, compte tenu de l'incidence des engagements du taux d'intérêt des contrats d'échange et des débiteures convertibles, environ 39 % de la dette était à taux fixe.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 422 \$ et les autres éléments du résultat global auraient été supérieurs ou inférieurs de 295 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés raisonnablement possibles.

## 27 - INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La Société évalue sa performance en utilisant le résultat avant dépréciation et amortissement, les frais de restructuration, la radiation d'actifs et autres, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et l'impôt sur le résultat.

La Société considère ses activités de distribution de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et accessoires et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles comme un seul secteur d'exploitation.

La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2013	2012
Ventes		
États-Unis	1 294 115	1 300 991
Canada	493 970	496 600
Total	1 788 085	1 797 591

	31 décembre 2013		
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	36 674	12 820	49 494
Immobilisations incorporelles	124 544	16 054	140 598
Goodwill	144 807	39 642	184 449

	31 décembre 2012		
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	35 278	14 453	49 731
Immobilisations incorporelles	134 323	19 249	153 572
Goodwill	144 756	42 325	187 081

## 28 - ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS PAR NATURE

	Exercice clos le	
	2013	2012
<b>Ventes</b>	<b>1 788 085</b>	1 797 591
Dépenses opérationnelles		
Avantages du personnel	293 809	312 914
Achats, nets de la fluctuation des stocks	1 249 891	1 234 131
Autres dépenses	152 006	163 446
	<b>1 695 706</b>	1 710 491
<b>Résultat avant dépréciation et amortissement, les frais de restructuration, la radiation d'actifs et autres, les charges financières, la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et l'impôt sur le résultat</b>	<b>92 379</b>	87 100
Dépréciation et amortissement (note 6)	29 297	26 873
Frais de restructuration, radiation d'actifs et autres (note 7)	35 180	18 458
	<b>64 477</b>	45 331
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>27 902</b>	41 769
Charges financières, montant net (note 5)	15 654	19 541
	<b>12 248</b>	22 228
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 13)	2 652	2 630
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 11)		
Exigible	4 627	2 772
Différé	(11 055)	(7 261)
	<b>(6 428)</b>	(4 489)
<b>Résultat net</b>	<b>21 328</b>	29 347
Attribuable aux actionnaires	21 328	29 438
Attribuable aux actionnaires sans contrôle	-	(91)
<b>Résultat net</b>	<b>21 328</b>	29 347
<b>Résultat par action de base et dilué</b> (note 9)	<b>1,00</b>	1,36
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation</b> (en milliers) (note 9)		
De base	21 411	21 623
Dilué	21 411	21 624

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Robert Chevrier, FCPA, FCA<sup>1,2</sup>**

Président du Conseil  
Administrateur de sociétés  
Montréal, Québec

**James E. Buzzard<sup>2,3</sup>**

Président  
Clarit Realty, Ltd.  
East Amherst, New York

**Patricia Curadeau-Grou<sup>3</sup>**

Conseillère stratégique au président  
et chef de la direction  
Banque Nationale du Canada  
Outremont, Québec

**Pierre Desjardins<sup>2,4</sup>**

Administrateur de sociétés  
Austin, Québec

**Jean Dulac<sup>4</sup>**

Président  
M&M Nord Ouest inc.  
Amos, Québec

**John A. Hanna, FCPA, FCGA<sup>2,3</sup>**

Administrateur de sociétés  
Toronto, Ontario

**Richard L. Keister<sup>4</sup>**

Administrateur de sociétés  
Hollywood, Florida

**Hubert Marleau<sup>3</sup>**

Administrateur de sociétés  
Cornwall, Ontario

**Richard G. Roy, FCPA FCA**

Président et chef de la direction  
Uni-Sélect inc.  
Verchères, Québec

**Dennis Welvaert<sup>2,4</sup>**

Président du conseil  
Uni-Select USA, inc.  
Tulsa, Oklahoma

## DIRIGEANTS

**Richard G. Roy, FCPA, FCA<sup>5</sup>**

Président et chef de la direction

**Denis Mathieu, CPA, CA, MBA<sup>5</sup>**

Vice-président exécutif, services corporatifs  
et chef de la direction financière

**Guy Archambault, ing.**

Vice-président, développement corporatif

**Steven J. Arndt<sup>5</sup>**

Président et chef de l'exploitation,  
FinishMaster, inc.

**Robert Buzzard**

Vice-président, technologies de l'information

**Annie Hotta<sup>5</sup>**

Vice-présidente, ressources humaines

**Me Louis Juneau<sup>5</sup>**

Vice-président, affaires juridiques et secrétaire

**Martin Labrecque, CPA, CMA**

Vice-président, finances et contrôle

**Michel Laverdure**

Vice-président, achats corporatifs

**Gary O'Connor, MBA<sup>5</sup>**

Président et chef de l'exploitation,  
Automotive Canada

**Michel Ravacley, ing., MBA<sup>5</sup>**

Vice-président principal,  
chaîne d'approvisionnement et intégration

**Jean Rivard, MBA**

Vice-président, projets spéciaux  
et vice-président et directeur général,  
Beck/Arnley Worldparts, inc.

**Anthony Brent Windom<sup>5</sup>**

Président et chef de l'exploitation,  
Automotive USA

1 M. Chevrier est membre d'office du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité d'audit.

2 Membre du Comité de régie d'entreprise, présidé par M. Chevrier.

3 Membre du Comité d'audit, présidé par M. Hanna.

4 Membre du Comité des ressources humaines et de la rémunération, présidé par M. Desjardins.

5 Membre du comité de direction exécutif

# RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES



## Cote boursière

Les actions sont transigées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole «UNS».

## Agent de transfert

Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, rue University, bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
514 982.7555 ou 1 800 564.6253  
  
service@computershare.com  
computershare.com

## Dépôts

La Société dépose tous les rapports requis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières. [sedar.com](http://sedar.com)

## Auditeurs

Raymond Chabot Grant Thornton (S.E.N.C.R.L.)

## Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

## Banquiers

Banque Nationale du Canada  
Banque Royale du Canada  
Bank of America  
Banque de Montréal  
Caisse Centrale Desjardins  
Banque JPMorgan Chase  
M&T Bank  
Banque Laurentienne du Canada

## Dividendes

Le 27 février 2014, le Conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,13 \$CAN par action payable le 22 avril 2014 aux actionnaires inscrits aux registres au 31 mars 2014.

En 2012 et 2013, la Société a déclaré des dividendes trimestriels de 0,13 \$CAN par action.

À moins d'indications contraires, tous les dividendes versés par la Société en 2013 et tous les dividendes devant être versés par la suite, sont admissibles aux fins d'impôts. La Société ne possède pas de plan de réinvestissement des dividendes.

## Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a mis en place une offre publique de rachat dans le cours normal des activités à la Bourse de Toronto.

## Assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires

30 avril 2014 à 13 h 30  
Hôtel Mortagne  
Salle Boucherville C  
1228, rue Nobel  
Boucherville (Québec) J4B 5H1

## Siège social

170 boul. Industriel  
Boucherville (Québec) J4B 2X3  
450 641.2440  
[questions@uniselect.com](mailto:questions@uniselect.com)  
[uniselect.com](http://uniselect.com)

## Relations aux investisseurs

450 641.6972  
[investisseurs@uniselect.com](mailto:investisseurs@uniselect.com)

## Ligne d'éthique

Dans le cadre des procédures de dénonciation du Comité d'audit, ce service téléphonique permet aux membres de l'équipe et d'autres personnes, de manière anonyme et confidentielle, de soulever des questions en matière de gestion comptable, de contrôles internes et de comportement éthique ou de porter plainte.

1 855.650.0998

[whistleblower@uniselect.com](mailto:whistleblower@uniselect.com)

## Marques de commerce

Les marques de commerce et/ou marques déposées de Uni-Sélect inc. et/ou ses filiales comprennent, entre autres, Uni-Sélect, Auto Extra, Auto Parts Plus, Auto-Plus, Auto-Select, Auto Service Plus, Beck/Arnley, Bumper to Bumper, ProColor, Select AutoXpert, SmartLink, Uni-Pro et Worldparts. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

Ce rapport annuel peut aussi être téléchargé du site [uniselect.com](http://uniselect.com).

For an English version of the Annual Report, please contact Investor Relations.

 **Auto Plus**

 **Auto Parts Plus**

 **BUMPER TO BUMPER**  
*Auto Parts Professionals*

 **AUTO  
SELECT**

**UNI-PRO** 

 **SELECTAUTOEXPERT**

 **AUTO  
SERVICE PLUS**

 **FINISHMASTER**

**ProColor.**

[uniselect.com](http://uniselect.com)

